



*Annexes au*  
**Rapport de suivi consolidé ISSSS**

**Cellule de S&E du Secrétariat Technique de l'ISSSS**

**Goma, juillet 2017**

RAPPORT NO. 1 – 2016/2017  
SECRÉTARIAT TECHNIQUE DE L'ISSSS

## Annexe I - Zone Prioritaire du Sud-Irumu, Province d'Ituri

### Liste des Acronymes

CPLUP	Projet mené par UN Habitat
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FRPI	Force de Résistance Patriotique de l'Ituri
IDP	Déplacés Internes ( <i>Internally Displaced Persons</i> )
ISSSS	Stratégie Internationale de Soutien à la Stabilisation et à la Sécurité
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation du Congo
O.G.	Objectif Global
OIM	Organisation International pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
O.S.	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
R.G.	Résultat Global
R.I.	Résultat Intermédiaire
RSS	Réforme (nationale) du secteur sécuritaire
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

## 1 Introduction à l'Annexe 1 – Sud-Irumu (Province d'Ituri)

Cette annexe présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) du Sud-Irumu pour la période allant du deuxième semestre de l'année 2017 au premier trimestre de l'année 2018 (Section 2). Cette projection vise à assurer la prise en compte dans notre cartographie des projets actuellement "en cours de développement" (par exemple, dans leur phase préliminaire, ou dans les étapes finales de leur phase de conception), mais dont le démarrage et la mise en œuvre sont prévus pour dans un avenir proche.

Elle donne également un aperçu succinct des données de base ISSSS dans la ZP du Sud-Irumu, couvrant la période de juin/juillet à décembre 2016 (Section 3)<sup>1</sup>. Cette période est en effet la première pour laquelle des données de suivi complètes ont été rendues disponibles. Ces données constituent donc une base de référence à laquelle les résultats de futures collectes des données seront comparés<sup>2</sup>.

Enfin, la présente annexe offre un ensemble d'observations provisoires et préliminaires sur les données constituant la base de référence pour l'ISSSS, notamment (mais non exclusivement) pour les projets de stabilisation actuellement mis en œuvre ou planifiés dans la ZP du Sud-Irumu (Section 4). Il est cependant important de noter que ces observations ne sont absolument pas à considérer comme étant définitives, finales ou à accepter telles quelles. Au contraire, elles visent à aider et informer les parties prenantes dans la poursuite du débat sur les tendances et les options de programmation dans la ZP. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage.

## 2 État de la programmation ISSSS - la ZP de Sud-Irumu (Ituri)

Cette section donne un aperçu de l'état de la programmation dans la zone prioritaire (ZP) du Sud-Irumu. Elle présente en particulier :

- Une **brève description des différents programmes et interventions** actuellement mis en œuvre dans la ZP du Sud-Irumu en partenariat avec l'ISSSS ; c'est-à-dire financés soit à travers le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), soit par des accords bilatéraux (*programmes alignés*) ;
- Un aperçu de comment ces **interventions couvrent les éléments de résultats de l'ISSSS à travers ses cinq piliers** ; et des observations provisoires sur la mesure dans laquelle tous les éléments nécessaires sont pris en compte ;
- Une vision légèrement plus approfondie de **l'état de la programmation ISSSS pilier par pilier**, sur la base de l'état d'avancement des projets ISSSS en juin/juillet 2017, avec quelques réflexions additionnelles sur les implications pour la mise en œuvre de la stratégie au cours des mois à venir.

---

<sup>1</sup> Une présentation plus détaillée et illustrée des données de cette période pour la ZP du Sud-Irumu est fournie dans le "fichier de données du Sud-Irumu", disponible sur demande.

<sup>2</sup> Ce rapport devait à l'origine être publié déjà en mars/avril 2017, avec un délai de trois mois seulement depuis la fin de la période de rapportage. Cependant, une partie des données sur lesquelles se base ce rapport n'a été rendue disponible que vers fin mai/début juin 2017, retardant donc la date de publication.

## Aperçu des interventions ISSSS au Sud-Irumu

Le **Error! Reference source not found.** énumère les projets actuellement mis en œuvre, ou programmés pour les mois à venir, dans le cadre de l'ISSSS dans la zone prioritaire du Sud-Irumu. Pour chacun, le tableau présente les informations relatives aux *organisations lead* respectives, la période prévue de mise en œuvre, ainsi que les aires thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

Tableau 1 : Aperçu des interventions au Sud-Irumu associées à l'ISSSS (alignées et FCS)

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en œuvre	Aire(s) thématique(s)
FCS	Pamoja Kwa Amani na Maendeleo (UNHABITAT)	En cours (de mai 2017 à mai 2019)	Appui inclusif accru à la stratégie de stabilisation et de sécurité au niveau communautaire ; gouvernance de la terre améliorée ; transparence améliorée dans l'exploitation et la gestion des ressources minérales dans la zone prioritaire ; fonctionnalité, performance et qualité des services de la chefferie et du secteur (ETD) renforcées ; gouvernance sécuritaire renforcée ; cohésion sociale et résilience ; violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG).
Alignées	CISPE (OIM)	En cours (novembre 2015 à avril 2019)	Contribuer à une meilleure redevabilité mutuelle et au renforcement des capacités des institutions étatiques congolaises et de la société civile afin de répondre et atténuer les principaux facteurs de conflit dans les zones d'intervention choisies en Ituri et au Nord-Kivu ; renforcer la légitimité de ces institutions et leurs agents, perçus comme acteurs sécuritaires par la population.
	CPLUP (UNHABITAT)	En cours (juin 2016 à décembre 2018)	Intervention focalisée sur la planification communautaire et participative de l'utilisation des terres, afin de sécuriser les droits à la terre, composée de ces trois éléments centraux : a) une plateforme pour la promotion du dialogue au sujet de la gouvernance de la terre aux niveaux communautaire et provincial ; b) appropriation par les autorités politiques/administratives ; c) recherche d'un consensus sur la planification et l'utilisation des terres ; d) développement des outils appropriés pour une gestion intégrée et participative de l'espace économique et des terres.

## Le panorama global des projets au Sud-Irumu

Pris en compte dans leur ensemble, les projets mentionnés dans le Tableau 1 répondent aux cinq piliers de l'ISSSS<sup>3</sup> :

- La programmation sous les Piliers 1 (Dialogue Démocratique), 3 (Restauration de l'Autorité de l'État) et 4 (Résilience socio-économique au conflit) est **relativement avancée**, dans la mesure où plus de la moitié des résultats de ces piliers sont couverts par au moins un projet (voir **Error! Reference source not found.**).
- La programmation sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)) est **encore en cours de développement** dans la ZP du Sud-Irumu, c'est-à-dire que moins de la moitié des résultats de ce pilier sont actuellement couverts par au moins un projet.

<sup>3</sup> À terme, le suivi comprendra également d'autres aspects de gestion et procédures liées à la mise en œuvre de l'ISSSS. Ceux-ci seront repris dans le "Pilier 0" du cadre logique de l'ISSSS.

Le Tableau 2 ci-dessous donne un aperçu de l'état de la programmation par pilier thématique dans la ZP du Sud-Irumu.

Tableau 2: État de la programmation par pilier dans la zone prioritaire du Sud-Irumu (Ituri), juillet 2017

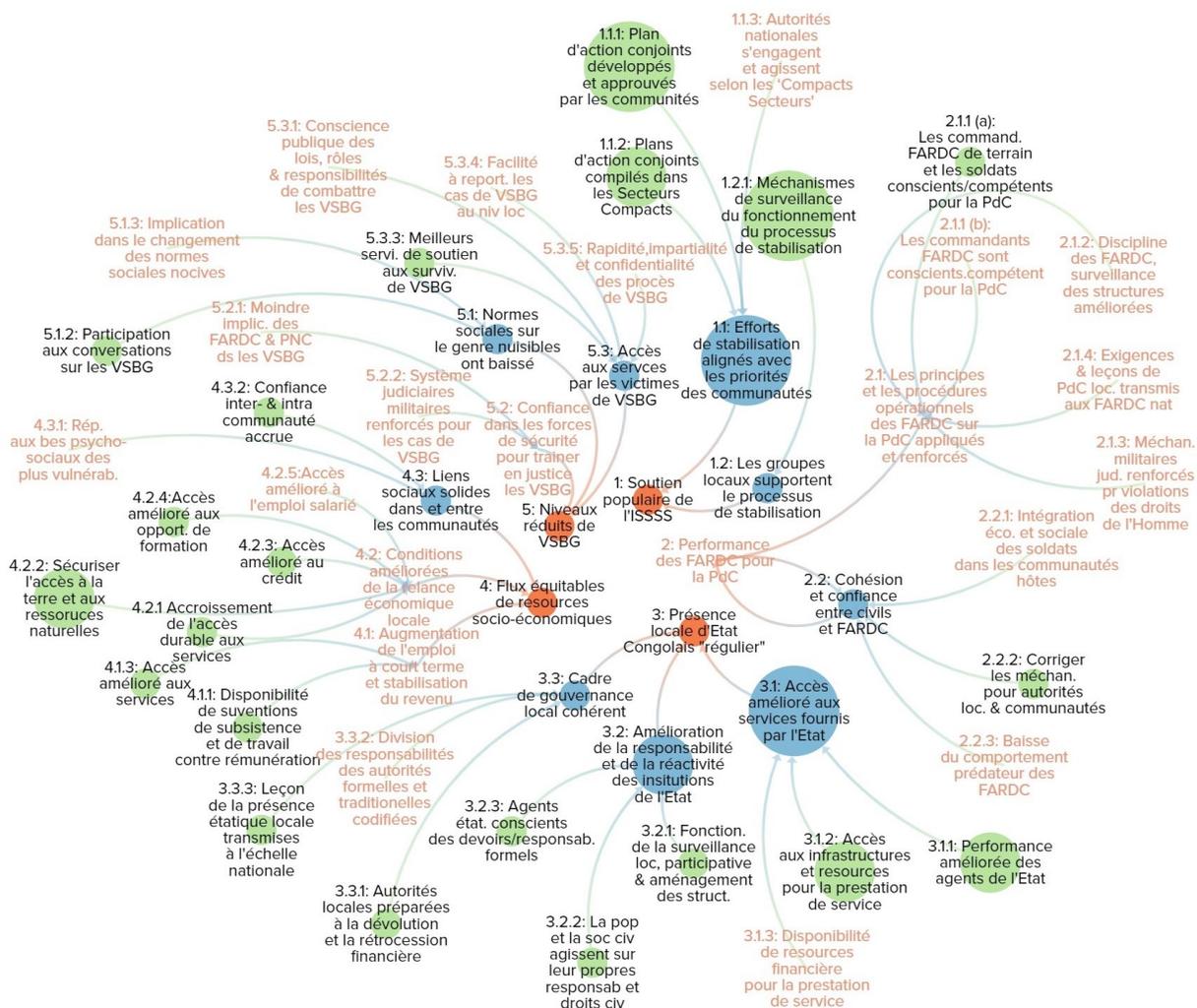
Pilier	Contribution visée à la mise en œuvre de l'ISSSS	Couverture du cadre de résultats ISSSS <sup>4</sup>
Pilier 1	<i>Création d'un dialogue (démocratique) participatif et inclusif au sujet de la mise en œuvre de l'ISSSS pour assurer le soutien nécessaire pour la stratégie parmi la population et les autorités formelles et traditionnelles</i>	Avancée
Pilier 2	<i>Amélioration de la performance des FARDC en matière de PdC et des relations communautaires - FARDC</i>	En cours de développement
Pilier 3	<i>Accroissement du rôle (bénéfique) et de la présence de l'État congolais (en particulier des autorités locales) dans les zones prioritaires</i>	Avancée
Pilier 4	<i>Augmentation du flux équitable de ressources vers les populations à risque (femmes, hommes, filles et garçons), et de la cohérence en leur sein, en particulier en ce qui concerne les déplacés et les populations de retour</i>	Avancée
Pilier 5	<i>Assurance que les réformes du secteur sécuritaire (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités étatiques au niveau local (Pilier 3) prennent suffisamment en compte la lutte aux VSBG, en tant que symptôme et facteur de conflit dans les zones prioritaires</i>	En cours de développement

La

<sup>4</sup> **Complète:** Tous les résultats de l'ISSSS sont couverts par des projets ; **Avancée :** La plupart des résultats sont couverts par des projets ; **En cours de développement :** une minorité de résultats sont couverts par les projets.

Figure 1 ci-dessous illustre de manière plus détaillée les résultats adressés par un ou plusieurs projet(s) ISSSS dans la ZP du Sud-Irumu, que ce soit actuellement ou dans un futur proche. Les dimensions des cercles indiquent le nombre de projets couvrant chaque résultat (voir légende en dessous de la figure), tandis que les résultats indiqués en rouge ne sont à ce jour pas du tout couverts.

Figure 1: Aperçu de la programmation dans la zone prioritaire du Sud-Irumu, tous programmes confondus (juillet 2017)



Légende : Grand cercle : 3 projets ; cercle moyen : 2 projets ; petit cercle : 1 projet ; en rouge : non couvert

Comme on peut le voir, les trois projets dans la ZP du Sud-Irumu sont basés sur des **plans d'action** développés en consultation et avec la participation des populations (Résultat Intermédiaire 1.1.1). Même si les deux projets alignés CISPE et CPLUP n'appliquent pas nécessairement l'approche du Dialogue Démocratique dans son entièreté, ils en suivent néanmoins les principes fondamentaux dans leurs interventions sectorielles. De la même manière, les trois projets utilisent également des **plateformes de dialogue participatif** comme espace pour réaliser leurs plans d'action globaux (FCS) ou sectoriels (CISPE, SSR) et pour superviser leur mise en œuvre, conformément à l'approche de l'ISSSS.

À ce jour, la logique d'intervention des projets mis en œuvre au Sud-Irumu ne laisse pas paraître clairement les résultats ISSSS qui nécessitent une sorte de plaidoyer "vers le haut", c'est-à-dire la communication et la dissémination des leçons tirées et l'expérience du travail réalisé aux niveaux local, provincial ou national. Les états des piliers 2 (au sujet de la réforme du secteur sécuritaire) ou 3 (en ce qui concerne la réforme de la gouvernance) illustrent cela.

Les sections suivantes du rapport reprennent plus en détail la couverture par projet et par pilier dans la ZP du Sud-Irumu.

### *Programmation pour le Pilier 1 (Dialogue Démocratique)*

La programmation ISSSS au Sud-Irumu couvre le développement des plans d'action locaux intersectoriels (FCS) et sectoriels, tels que la terre ou la sécurité (CPLUP, CISPE). Cela s'ajoute à la mise en place et au soutien de mécanismes de suivi globaux (plateformes de dialogue) (SCF) et de plateformes et de mécanismes de surveillance ou de consultation sectoriels (à nouveau pour la terre ou la sécurité). La programmation (SCF) prévoit également de faciliter le passage des priorités sectorielles à des politiques et principes sectoriels.

Les principaux obstacles sont peut-être les liens aux niveaux provincial et national (Résultat Intermédiaire 1.1.3). Beaucoup parmi les priorités identifiées dans la convention du Sud-Irumu impliquent, directement ou indirectement, l'action des autorités aux niveaux national et provincial, y compris le besoin de changements législatifs/et de politique, ainsi que la ré-allocation des ressources budgétaires, humaines et capitales.

Différents facteurs de risque de la matrice de risques de l'ISSSS sont susceptibles d'entraver les projets sous le Pilier 1. Dans le climat politique actuel en RDC, le contexte politique national et provincial (notamment les reports indéfinis des élections locales) affecter les efforts visant à mettre en place un processus participatif légitime au Sud-Irumu.

Le Tableau 3 ci-dessous montre une section du pilier 1 dans le cadre logique de l'ISSSS, et associe à chaque résultat (résultats globaux, RG, et résultats intermédiaires, RI) les projets mis en œuvre et planifiés qui y contribuent.

*Tableau 3 : Panorama des programmes ISSSS au Sud-Irumu, Pilier 1 (Dialogue Démocratique)*

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 1</b>	<b>Soutien à l'ISSSS au niveau communautaire</b>	
<b>R.G. 1.1</b>	<b>Processus locaux de stabilisation alignés sur les priorités des communautés</b>	(FCS): Sud-Irumu (A): CISPE
R.I. 1.1.1	Plans d'action conjoints développés et approuvés par les communautés	(SCF): Sud -Irumu (A): CPLUP
R.I. 1.1.2	Plans d'action conjoints rassemblés dans les conventions sectorielles	Non couvert par les résultats des projet
R.I. 1.1.3	Autorités nationales engagées et agissant sur la base des conventions sectorielles	(A): CISPE
<b>R.G. 1.2</b>	<b>Soutien maintenu des communautés pour la stabilisation</b>	(SCF): Sud-Irumu (A): CISPE, CPLUP
R.I. 1.2.1	Mécanismes de supervision établis et fonctionnels	(SCF): Sud -Irumu (A): CPLUP

La programmation ISSSS au Sud-Irumu contribue aujourd’hui au Pilier 2 essentiellement à travers le soutien aux “Comités de Base” des FARDC (et de la PNC), et aux “Conseils Locaux de Proximité”. Le projet financé par le FCS au Sud-Irumu vise à utiliser ces comités comme canaux pour améliorer les relations (c.-à-d. la redevabilité) entre forces de sécurité, administrations locales et population, ainsi qu’à sensibiliser sur les principes des droits de l’homme (DH) et de la Protection des Civils (PdC).

La programmation comprend des efforts pour l’amélioration des relations FARDC - communautés. Toutefois, les composantes de résultats liées aux dynamiques internes et aux mécanismes incitatifs internes qui influent sur le comportement des FARDC ne sont actuellement pas couvertes (ex. les **Résultats Intermédiaires 2.1.2 et 2.1.3**). De la même manière, la logique d'intervention des projets travaillant sur les performances des FARDC ne comprend pas encore clairement les efforts visant à communiquer les expériences et les leçons tirées de l'engagement local du projet avec les membres des FARDC aux dirigeants nationaux, ou visant à relier le travail au niveau local à la Réforme nationale du secteur de la sécurité (RSS).

La matrice de risques de l’ISSSS identifient plusieurs facteurs qui peuvent affecter la mise en œuvre sous le Pilier 2. Des progrès lents ou nuls dans la RSS nationale peuvent rendre plus difficile le transfert des avancées locales en termes de performance en PdC à une échelle plus ample. Les liens persistants entre soldats des FARDC et groupes armés, ou des défis internes aux FARDC (ex. les mauvaises conditions de vie ou les mauvais traitements des soldats par leurs supérieurs) peuvent aussi entraver les efforts des programmes ISSSS visant à introduire des changements durables dans les comportements prédateurs des FARDC.

Le Tableau 5 ci-dessous présente une section du pilier 2 dans le cadre logique de l’ISSSS, et montre les projets qui contribuent à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats pour lesquels aucune intervention n’est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

4 : Tableau 5 : Panorama des programmes ISSSS au Sud-Irumu, Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 2</b>	<b>Performance des FARDC en matière de PdC</b>	
<b>R.G.2.1</b>	<b>Principes et procédures opérationnels des FARDC pour la PdC appliqués et respectés</b>	Non couvert
R.I. 2.1.1 (a)	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants déployés des FARDC et leurs unités en matière de PdC	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 2.1.1 (b)	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants des FARDC en matière de PdC	
R.I. 2.1.2	Structures internes disciplinaires, de supervision et de motivation des FARDC renforcées et alignées sur la PdC	Non couvert
R.I. 2.1.3	Mécanismes judiciaires militaires renforcés pour les violations des droits de l’homme (DH)	Non couvert
R.I. 2.1.4	Leçons tirées de l’expérience et exigences de ressources pour la PdC communiquées au commandement national des FARDC	Non couvert
<b>R.G. 2.2</b>	<b>Cohésion et confiance accrues entre populations civiles et FARDC</b>	Non couvert
R.I. 2.2.1	Intégration sociale et économique des soldats au sein des communautés hôtes	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 2.2.2	Mécanismes de réparation améliorés pour les autorités locales et les communautés	Non couvert
R.I. 2.2.3	Comportement amélioré des FARDC (moins prédateur et mercantiliste)	(SCF): Sud-Irumu

La programmation ISSSS couvre la plupart des résultats du Pilier 3 au Sud-Irumu. Les efforts visant à améliorer la redevabilité et la réactivité des institutions étatiques sont liés aux efforts correspondants sous le Pilier 1 (Dialogue Démocratique) et, dans une certaine mesure, aux efforts sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC, en particulier en ce qui concerne la redevabilité). Les “plans locaux de paix et de développement” sont destinés à devenir des documents de référence cruciaux pour orienter les efforts de stabilisation dans la ZP. La programmation ISSSS a aussi pour objectif d'améliorer l'accès aux services pertinents de l'État comme instruments pour accroître le rôle et la présence de l'État congolais “régulier” (service administratif global, justice, gestion des terres et sécurité - **Résultat Global 3.1**). Enfin, la programmation au Sud-Irumu couvre au moins une partie des résultats intermédiaires liés au développement d'un “cadre régulateur, légal (et administratif) cohérent pour la gouvernance locale. Des projets sont prêts à former les autorités locales en matière de taxation, décentralisation et gestion des ressources publiques (**Résultat Global 3.3**).

Certains Résultats Intermédiaires (R.I.) ne sont cependant pas encore couverts dans la ZP du Sud-Irumu, comme : le besoin d'allocations majeures du niveau national aux ETD afin de financer l'extension des services publics fournis (**R.I. 3.1.3**)<sup>5</sup>, ou les efforts visant à clarifier les relations entre autorités traditionnelles et formelles dans la ZP (**R.I. 3.3.2**).

Plusieurs facteurs dans la matrice de risques de l'ISSSS peuvent affecter le travail sous le Pilier 3. En particulier, le contexte politique national actuel (centralisation du pouvoir, obstructionnisme et absence de réformes, y compris financières (paie)) sont susceptibles d'entraver ou annuler le travail des projets.

Le Tableau 6 ci-dessous présente une section du pilier 3 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets qui contribuent à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats pour lesquels aucune intervention n'est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

Tableau 6 : Panorama des programmes ISSSS au Sud-Irumu, Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 3</b>	<b>Rôle et présence bénéfiques de l'État congolais « régulier » accrus dans la gouvernance locale</b>	
<b>R.G. 3.1</b>	<b>Accès aux services pertinents de l'État amélioré</b>	(SCF): Sud-Irumu (A): CISPE, CPLUP
R.I. 3.1.1	Performance améliorée des agents de l'État dans la fourniture de services	(SCF): Sud-Irumu (A): CISPE
R.I. 3.1.2	Disponibilité/accès accrus aux infrastructures physiques etc. pour la fourniture des services	Non couvert
R.I. 3.1.3	Disponibilité accrue de ressources financières pour une fourniture de services viable	(SCF): Sud-Irumu (A): CISPE
<b>R.G. 3.2</b>	<b>Reddition de comptes et réactivité des institutions étatiques améliorées</b>	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 3.2.1	Structures de supervision et de planification participatives locales établies et opérationnelles	(A): CISPE
R.I. 3.2.2	Population locale et société civile agissant sur la base de leurs propres responsabilités et droits vis-à-vis des autorités locales	(A): CPLUP
R.I. 3.2.3	Conscience des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption	(SCF): Sud-Irumu
<b>R.G. 3.3</b>	<b>Cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale mis en place</b>	Non couvert
R.I. 3.3.1:	Autorités locales/ ETDs préparées à la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances	(A): CPLUP

<sup>5</sup> Ceci constitue une partie nécessaire des efforts envisagés par le cadre stratégique de l'ISSSS en vue d'aider au développement d'un cadre cohérent et propice pour la gouvernance locale.

R.I. 3.3.2	Division des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles codifiée	(SCF): Sud-Irumu (A): CISPE, CPLUP
R.I. 3.3.3:	Leçons tirées pour une présence locale accrue de l'État prises en compte par les autorités nationales	(SCF): Sud-Irumu (A): CISPE

*Programmation sous le Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)*

La programmation sous le Pilier 4 au Sud-Irumu couvre la plupart des composantes de résultats associées : soutien pour la stabilisation du revenu à court terme (**Résultat Global 4.1**) ; amélioration des conditions économiques pour le développement économique à long terme et la stabilisation (**Résultat Global 4.2**) ; assistance spécifique pour l'amélioration de l'accès à la terre (conflits liés à la terre réduits, meilleur accès à la gouvernance de la terre, planification de l'utilisation des terres). La programmation ISSSS prévoit aussi un soutien pour le renforcement des liens sociaux et de la cohérence sociale au sein des communautés (**Résultat Global 4.3**).

Parmi ce qui n'est pas couvert, nous trouvons la création de plus d'emplois rémunérés au Sud-Irumu, liée à la stabilisation à long terme des économies locales (**Résultat Intermédiaire 4.2.5**).

Le Tableau 7 ci-dessous présente une section du pilier 4 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets contribuant à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats qui ne sont pas planifiés ou pris en compte dans les interventions actuelles.

*Tableau 7 : Panorama des programmes ISSSS au Sud-Irumu, Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)*

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 4</b>	<b>Flux équitable des ressources (opportunités génératrices de revenus et économiques ; appui socio-économique)</b>	
<b>R.G. 4.1</b>	<b>Participation accrue aux mécanismes pour l'emploi et stabilisation des revenus à court terme</b>	Non couvert
R.I. 4.1.1	Disponibilité accrue de subventions pour moyens de subsistance et de démarrage, et de mécanismes "argent-contre-travail"	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 4.1.3	Accès amélioré aux services	Non couvert
<b>R.G. 4.2</b>	<b>Conditions plus favorables pour le redressement économique local</b>	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 4.2.1	Accès accru et maintenu aux marchés	(SCF): Sud-Irumu (A): CPLUP
R.I. 4.2.2	Accès amélioré et sécurisé à la terre et aux ressources naturelles	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 4.2.3	Accès maintenu et accru au crédit (tous les groupes)	Non couvert
R.I. 4.2.4	Accès amélioré aux opportunités de formation	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 4.2.5	Accès amélioré à des emplois rémunérés	Non couvert
<b>R.G. 4.3</b>	<b>Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés</b>	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 4.3.1	Besoins psycho-sociaux des groupes vulnérables/marginalisés de la communauté adressés	Non couvert
R.I. 4.3.2	Confiance accrue inter- et intracommunautaire	(SCF): Sud-Irumu

L'intégration systématique des questions de genre dans la programmation ISSSS (FCS) au Sud-Irumu vise à favoriser le changement des normes sociales nocives associées à la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG). Une programmation additionnelle se concentre spécifiquement sur la prévention des VSBG et l'amélioration de l'accès aux services pour les victimes/survivants de VSBG. Les projets au Sud-Irumu ont pour objectif d'aider à améliorer les relations globales entre FARDC (et PNC) et la population, d'une part par la résurrection et le renforcement des Comités de Base de la PNC et des FARDC, et d'autre part en renforçant les Conseils Locaux de Proximité.

Cependant, la programmation ISSSS au Sud-Irumu aujourd'hui ne couvre pas d'efforts spécifiques visant à réduire l'implication des acteurs sécuritaires dans des actes de VSBG ou pour accroître la confiance accordée aux forces de sécurité (PNC et FARDC) dans la poursuite de cas de VSBG (**Résultat Global 5.2**). Aucun des projets ne cible les dynamiques internes considérées capables d'influencer le comportement des membres des FARDC envers les communautés, et en particulier envers les femmes. La programmation ISSSS n'affronte pas non plus spécifiquement la question de l'accès à la justice (**Résultats Intermédiaires 5.3.4 et 5.3.5**) et aux services (**Résultat Intermédiaire 5.3.3**) de la part des victimes/survivants de VSBG.<sup>6</sup>

Le Tableau 8 ci-dessous présente une section du pilier 5 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets contribuant à ses R.G. et R.I., ainsi que les résultats pour lesquels aucune intervention n'est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

Tableau 8 : Panorama des programmes ISSSS à Kitchanga, Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 5</b>	<b>Niveau de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) réduit</b>	
<b>R.G. 5.1</b>	<b>Normes sociales/de genre (VSBG) nocives réduites</b>	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 5.1.2	Participation active et significative au dialogue sur les VSBG	Non couvert
R.I. 5.1.3	Implication accrue dans la transformation positive des normes nocives sociales/de genre	Non couvert
<b>R.G. 5.2</b>	<b>Confiance accrue envers les forces de sécurité vis-à-vis des poursuites en cas d'incidents de VSBG (commis par FARDC et PNC)</b>	Non couvert
R.I. 5.2.1	Implication réduite des acteurs du secteur sécuritaire (FARDC et PNC) dans les cas de VSBG	Non couvert
R.I. 5.2.2	Systèmes judiciaires militaires renforcés utilisés pour la poursuite des cas de VSBG	(SCF): Sud-Irumu
<b>R.G. 5.3</b>	<b>Accès amélioré aux services judiciaires et de soutien pour les survivants de VSBG</b>	Non couvert
R.I. 5.3.1	Conscience publique accrue des lois et normes pour la lutte contre les VSBG, ainsi que des rôles et responsabilités des agents pertinents	(SCF): Sud-Irumu
R.I. 5.3.3	Services de soutien pour les survivants de VSBG améliorés	Non couvert
R.I. 5.3.4	Procédures pour dénoncer des cas de VSBG facilitées au niveau local	Non couvert
R.I. 5.3.5	Vitesse, impartialité et confidentialité des procès pour VSBG améliorées	(SCF): Sud-Irumu

<sup>6</sup> L'UAS vérifiera ces observations avec les partenaires de mise en œuvre correspondants. Toute révision nécessaire sera présentée dans le prochain rapport de suivi.

### 3 Données sur les Résultats de l'ISSSS – ZP de Kitchanga

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative pour les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette première phase de rapportage. Une présentation plus détaillée, exhaustive et visuelle des données se trouve dans un fichier à part, dédié à la zone prioritaire du Sud-Irumu et disponible sur demande.

Tableau 9 : Données sur les Résultats ISSSS - Sud-Irumu, Piliers 1 à 3, juin à décembre 2016

Indicateur		Lieu/Période					
		Sud-Irumu		Sud-Irumu 1		Sud-Irumu 2	
		Juin 2016	Déc. 2016	Juin 2016	Déc. 2016	Juin 2016	Déc. 2016
Pilier 1 (Dialogue Démocratique)	Indicateur 1_iii: % d'hommes/femmes déclarant que leurs villages/quartiers sont très/extrêmement paisibles	7%	7%	5%	2%	8%	13%
	Indicateur 1_iv: % de femmes /hommes s'attendant à ce que leurs villages/quartiers deviennent très/beaucoup plus paisibles dans 1 an	10%	14%	8%	2%	12%	27%
	Indicateur 1.1_iii: % d'hommes/femmes affirmant que les projets de consolidation de la paix sont "très bons" ou "extrêmement bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents de leur zone	12%	15%	6%	7%	18%	24%
	Indicateur 1.2: % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne)	9%	7%	4%	4%	14%	9%
	Indicateur 1.2 (Moy. Sécurité): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour sécurité et sûreté)	12%	8%	5%	5%	19%	12%
	Indicateur 1.2 (Moy. Economique): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour questions économiques)	6%	5%	3%	3%	9%	7%
	1.2 (a): Etablissement de la paix en RDC Orientale	10%	5%	4%	1%	16%	9%
	1.2 (b): Réduction de la pauvreté	6%	5%	4%	2%	8%	8%
	1.2 (c): Augmentation de l'emploi	5%	6%	3%	3%	7%	9%
	1.2 (d): Lutte contre la corruption	6%	5%	3%	3%	8%	7%
	1.2 (e): Unification des différents groupes ethniques	12%	11%	7%	7%	17%	15%
	1.2 (f): Amélioration de la vie des Congolais	7%	4%	3%	3%	12%	6%
	1.2 (g): Assurance de la sécurité	10%	7%	3%	5%	16%	9%
1.2 (h): Lutte contre les violences sexuelles	17%	9%	6%	6%	27%	13%	
Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)	Indicateur 2_i (a): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par les groupes armés contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	99 incidents		3 incidents		96 incidents	
	Indicateur 2_i (b): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par les FARDC contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	2 incidents		0 incidents		2 incidents	
	Indicateur 2_i (b): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par des inconnus contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	14 incidents		1 incident		13 incidents	
	Indicateur 2_ii (a): % de femmes et hommes rapportant avoir été personnellement aidés par les FARDC durant l'année écoulée	26%	26%	24%	29%	28%	22%
	Indicateur 2_iii (a): % d'hommes/femmes (là où sont déployées les FARDC) pensant que les FARDC contribuent "fortement" ou "très fortement" à leur sécurité	38%	38%	30%	33%	47%	44%
	Indicateur 2.1_ii: % de femmes et hommes rapportant que la présence des FARDC leur procure un sentiment d'insécurité (& triangulation)	23%	17%	23%	22%	22%	11%
	Indicateur 2.2.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les victimes de crimes commis par les FARDC ont la possibilité de porter plainte	89%	85%	92%	88%	87%	82%
	Indicateur 2.2.2_ii: % d'hommes/femmes d'accord que les efforts des FARDC en matière de reddition de comptes pour la prévention de crimes sont poursuivis	62%	48%	71%	50%	53%	47%
	Indicateur 2.2.2_iii: % d'hommes/femmes d'accord avec la phrase "les FARDC jouissent d'impunité (pour leurs crimes)"	26%	12%	34%	6%	19%	17%
Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'Etat)	Indicateur 3.1_i (a): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services administratifs de l'Etat Congolais	16%	12%	5%	6%	26%	19%
	Indicateur 3.1_i (b): d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès à un bureau ou sous-bureau de police	19%	13%	11%	7%	26%	19%
	Indicateur 3.1_i (c): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès au service national de justice civil	20%	20%	5%	17%	35%	23%
	Indicateur 3.2_i (a): % d'hommes et femmes indiquant que les élus nationaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	7%	6%	2%	4%	11%	8%
	Indicateur 3.2_i (b): % d'hommes/femmes indiquant que les élus provinciaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	8%	7%	2%	4%	13%	10%
	Indicateur 3.2_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que les élus locaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population		25%		28%		23%
	Indicateur 3.2.2_ii: % d'hommes/femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (c-à-d. "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	20%	12%	12%	3%	27%	22%

Sud-Irumu 1: Chefferies /Secteurs 'Bahema Mitego', 'Bahema Boga' et 'Banyali Tchabi' ; Sud-Irumu 2: 'Bahema Sud' et 'Walendu Bindi'

Tableau 10 : Données sur les Résultats ISSSS - Sud-Irumu, Piliers 4 et 5, juin à décembre 2016

Indicateur		Lieu/Période					
		Sud-Irumu		Sud-Irumu 1		Sud-Irumu 2	
		Jun 2016	Déc. 2016	Jun 2016	Déc. 2016	Jun 2016	Déc. 2016
Pilier 4 (Résilience Socio-économique)	Indicateur 4.ii: % de ménages dépendant d'activités traditionnelles en tant que principale activité économique (agriculture, pêche, élevage)		62%		70%		53%
	Indicateur 4.2.1_iv: % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés		30%		27%		33%
	Indicateur 4.2.2_ii: % d'hommes/femmes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	38%	39%	46%	44%	31%	33%
	Indicateur 4.2.3_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	13%	22%	9%	37%	16%	8%
	Indicateur 4.2.5_i: % d'hommes/femmes déclarant avoir un emploi rémunéré durant au moins une semaine au cours des 3 derniers mois	10%	10%	5%	7%	15%	13%
	Indicateur 4.3_i (a): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes dans leur zone s'engagent "parfois" ou "souvent" dans des activités religieuses, culturelles ou liées au travail avec des membres d'autres groupes ethniques		84%		84%		85%
	Indicateur 4.3_i (b): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone fréquentent "parfois" ou "souvent" des lieux de culte avec des membres d'autres groupes ethniques		90%		91%		89%
	Indicateur 4.3_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone travaillent "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres groupes ethniques		78%		78%		78%
	Indicateur 4.3_i (d): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone se marient "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres communautés		83%		84%		81%
	Indicateur 4.3_ii (a): % d'hommes/femmes d'accord que des groupes ou des individus de leur quartier / village poursuivent des objectifs communs et travaillent ensemble pour les atteindre, malgré la concurrence occasionnelle	55%	59%	51%	60%	59%	59%
	Indicateur 4.3_ii (b): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier / village travaillent ensemble mais qu'il y a d'importantes divisions qui créent de la compétition	43%	44%	44%	55%	42%	32%
	Indicateur 4.3_ii (c): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier/village sont partagées, que les groupes et individus sont en compétition et que chacun ne poursuit que ses propres objectifs	60%	60%	60%	62%	60%	57%
	Indicateur 4.3.2_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir une "bonne" ou "très bonne" relation à travers les groupes de personnes qui font partie de leur vie :	79%	85%	74%	80%	83%	90%
	Indicateur 4.3.2_i (a) Relation avec les parents, enfants ou partenaires	89%	89%	92%	85%	86%	92%
	Indicateur 4.3.2_i (b) Relation avec les voisins	90%	88%	89%	83%	91%	93%
	Indicateur 4.3.2_i (c) Relation avec les personnes de leur quartier ou village	85%	87%	81%	83%	90%	92%
	Indicateur 4.3.2_i (d) Relation avec leur propre groupe ethnique	79%	86%	73%	80%	85%	93%
Indicateur 4.3.2_i (e) Relations indépendamment du groupe ethnique	50%	73%	37%	66%	63%	80%	
Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)	Indicateur 5.ii: % d'hommes/femmes rapportant avoir subi des violences physiques ou sexuelles au cours des 6 derniers mois	4%	4%	2%	4%	7%	3%
	Indicateur 5.iii (a): % d'hommes/femmes connaissant personnellement une femme victime de violences sexuelles	36%	24%	22%	18%	51%	31%
	Indicateur 5.iii (b): % d'hommes/femmes connaissant personnellement un homme victime de violences sexuelles	6%	3%	4%	4%	7%	2%
	Indicateur 5.1_i (a): % d'hommes/femmes ne croyant pas que le consentement est toujours nécessaire dans le cadre d'une activité sexuelle (y compris dans un mariage)	60%	69%	53%	67%	68%	70%
	Indicateur 5.1_i (b): % d'hommes/femmes d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme/épouse		29%		31%		28%
	Indicateur 5.1_i (d): % d'hommes/femmes considérant que les crimes de violence sexuelle doivent être résolus 'en famille', sans implication des autorités		26%		27%		25%
	Indicateur 5.1_ii (a-1): % d'hommes/femmes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur communauté	90%	84%	86%	84%	94%	85%
	Indicateur 5.1_ii (a-2): % d'hommes/femmes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur ménage	86%	86%	78%	83%	93%	90%
	Indicateur 5.1_ii (b): % d'hommes/femmes déclarant être prêt(e)s à accueillir de retour dans leur ménage une survivante de violences sexuelles ayant eu un enfant à la suite de celles-ci	82%	81%	72%	79%	92%	83%
	Indicateur 5.1_ii (c): % d'hommes/femmes qui acceptent le retour dans leur ménage d'une survivante de violences sexuelles si cette femme a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure en raison de cet incident	81%	79%	70%	77%	91%	82%
	Indicateur 5.1.3_i (a): % d'hommes/femmes qui ont recherché des informations sur les problèmes liés à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (recherche d'informations)	10%	5%	7%	6%	13%	4%
	Indicateur 5.1.3_i (b): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à des réunions sur des questions liées à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (discussion et débat)	8%	6%	8%	7%	8%	5%
	Indicateur 5.1.3_i (c): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à d'autres actions de lutte contre la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (action directe)	8%	5%	6%	6%	9%	4%
	Indicateur 5.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les FARDC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	43%	27%	26%	27%	60%	28%
	Indicateur 5.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les PNC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	44%	26%	27%	25%	61%	28%
	Indicateur 5.2_iv (a): % d'hommes et des femmes qui considèrent les efforts de la police/PNC pour enquêter sur les cas de violence sexuelle comme "bons" ou "très bons"	28%	23%	21%	22%	35%	24%
	Indicateur 5.2_iv (b): % d'hommes/femmes qui pensent que les victimes de violences sexuelles sont servies par la police / PNC "aussi bien" ou "mieux" que les victimes d'autres crimes	61%	51%	51%	33%	71%	69%
Indicateur 5.2_iv (c): % d'hommes/femmes qui pensent que les efforts actuels de la police pour enquêter sur les cas de violence sexuelle sont «meilleurs» que ceux d'il y a un an	15%	11%	5%	7%	25%	14%	
Indicateur 5.3.3_v: % d'hommes/femmes déclarant savoir comment accéder aux services de soutien aux survivants de VSBG	26%	21%	12%	14%	40%	28%	

Sud-Irumu 1: Chefferies /Secteurs 'Bahema Mitego', 'Bahema Boga' et 'Banyali Tchabi' ; Sud-Irumu 2: 'Bahema Sud' et 'Walendu Bindi'

Tableau 11 : Données choisies<sup>7</sup> sur les résultats ISSS - Sud-Irumu - par sexe, Piliers 1 à 5, juin à décembre 2016

Indicateur		Genre/Période						
		Femmes		Hommes		Total		
		Jun 2016	Déc. 2016	Jun 2016	Déc. 2016	Jun 2016	Déc. 2016	
Pilier 1	Indicateur 1.2: % de femmes/hommes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "tres bien" (moyenne)	6%	12%	6%	8%	9%	7%	
	Indicateur 1.2 (Moy. Sécurité): % de femmes/hommes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour sécurité et sûreté)	11%	21%	9%	10%	12%	8%	
	1.2 (c): Augmentation de l'emploi	10%	5%	0%	7%	5%	6%	
Pilier 2	Indicateur 2_ii (a): % de femmes/hommes rapportant avoir été personnellement aidés par les FARDC durant l'année écoulée	15%	14%	38%	37%	26%	26%	
	Indicateur 2.2_ii: % de femmes/hommes d'accord que les efforts des FARDC en matière de reddition de comptes pour la prévention de crimes sont poursuivis	50%	29%	74%	67%	62%	48%	
Pilier 3	Indicateur 3.1_i (b): d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès à un bureau ou sous-bureau de police	13%	7%	25%	19%	19%	13%	
	Indicateur 3.1_i (c): % de femmes/hommes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès au service national de justice civil	23%	9%	17%	31%	20%	20%	
Pilier 4	Indicateur 3.2_ii: % de femmes/hommes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (c-à-d., "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	14%	9%	25%	16%	20%	12%	
	Indicateur 4.2.2_ii: % de femmes/hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	16%	23%	61%	54%	38%	39%	
	Indicateur 4.2.3_i: % de femmes/hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	6%	23%	19%	22%	13%	22%	
	Indicateur 4.2.5_i: % de femmes/hommes déclarant avoir un emploi rémunéré durant au moins une semaine au cours des 3 derniers mois	4%	3%	16%	17%	10%	10%	
	Indicateur 4.3_ii (b): % de femmes/hommes d'accord que les personnes de leur quartier / village travaillent ensemble mais qu'il y a d'importantes divisions qui créent de la compétition	33%	40%	53%	47%	43%	44%	
	Indicateur 4.3_ii (c): % de femmes/hommes d'accord que les personnes de leur quartier/village sont partagées, que les groupes et individus sont en compétition et que chacun ne poursuit que ses propres objectifs	67%	68%	53%	51%	60%	60%	
	Indicateur 4.3.2_i: % de femmes/hommes indiquant avoir une "bonne" ou "tres bonne" relation a travers les groupes de gens qui font partie de leur vie	78%	90%	79%	80%	79%	85%	
	Indicateur 4.3.2_i (a) Relation avec les parents, enfants ou partenaires	86%	90%	92%	87%	89%	89%	
	Indicateur 4.3.2_i (b) Relation avec les voisins	89%	93%	90%	83%	90%	88%	
	Indicateur 4.3.2_i (c) Relation avec les personnes de leur quartier ou village	84%	96%	87%	79%	85%	87%	
	Indicateur 4.3.2_i (d) Relation avec les personnes de leur propre groupe ethnique	78%	94%	80%	79%	79%	86%	
	Indicateur 4.3.2_i (e) Relation avec les personnes, indépendamment de leur groupe ethnique	55%	77%	45%	69%	50%	73%	
	Pilier 5	Indicateur 5_ii: % de femmes/hommes rapportant avoir subi des violences physiques ou sexuelles au cours des 6 derniers mois	4%	4%	5%	4%	4%	4%
		Indicateur 5_iii (a): % de femmes/hommes connaissant personnellement une femme victime de violences sexuelles	43%	29%	30%	19%	36%	24%
Indicateur 5_iii (b): % de femmes/hommes connaissant personnellement un homme victime de violences sexuelles		3%	0%	8%	5%	6%	3%	
Indicateur 5.1_i (a): % de femmes/hommes ne croyant pas que le consentement est toujours nécessaire dans le cadre d'une activité sexuelle (y compris dans un mariage)		52%	63%	69%	75%	60%	69%	
Indicateur 5.1_ii (a-2): % de femmes/hommes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur ménage		93%	84%	78%	89%	86%	86%	
Indicateur 5.1_ii (b): % de femmes/hommes déclarant être prêt(e)s à accueillir de retour dans leur ménage une survivante de violences sexuelles ayant eu un enfant à la suite de celles-ci		91%	82%	74%	80%	82%	81%	
Indicateur 5.1_ii (c): % de femmes/hommes qui acceptent le retour dans leur ménage d'une survivante de violences sexuelles si cette femme a contracté une maladie or a souffert d'une blessure en raison de cet incident		87%	79%	75%	80%	81%	79%	
Indicateur 5.2_i: % de femmes/hommes d'accord que les FARDC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG		56%	17%	30%	38%	43%	27%	
Indicateur 5.2_i: % de femmes/hommes d'accord que les PNC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG		54%	16%	33%	37%	44%	26%	
Indicateur 5.2_iv (a): % de femmes/hommes qui considèrent les efforts de la police/PNC pour enquêter sur les cas de violence sexuelle comme "bons" ou "très bons"		23%	17%	34%	29%	28%	23%	
Indicateur 5.2_iv (c): % de femmes/hommes qui pensent que les efforts actuels de la police pour enquêter sur les cas de violence sexuelle sont «meilleurs» que ceux d'il y a un an		13%	2%	16%	19%	15%	11%	
Indicateur 5.3.3_v: % de femmes/hommes déclarant savoir comment accéder aux services de soutien aux 'survivants' de VSBG		31%	23%	21%	19%	26%	21%	

<sup>7</sup> Le tableau inclut les données pour les indicateurs pour lesquels les réponses données respectivement par les hommes et les femmes interrogés s'écartaient de plus que la marge d'erreur de +/- 5% lors d'au moins une des deux enquêtes (juin et décembre 2016).

## 4 Conclusion - Observations et questions à prendre en compte

### *Observations – Pilier 1 (Dialogue Démocratique)*

Les perceptions négatives, d'une part sur la paix et la sécurité présentes et futures, d'autre part quant à la capacité de la communauté internationale et du Gouvernement d'apporter un changement positif créent un contexte très difficile pour lancement au Sud-Irumu d'un dialogue démocratique visant à accroître le **soutien populaire pour l'ISSSS (Objectif Spécifique 1)**. Le pessimisme domine au sein de la population du Sud-Irumu au sujet de la quiétude de ses propres communautés : environ 70 à 80% de la population voit son village comme "un peu" ou "pas du tout" en paix (**Indicateur 1\_iii**)<sup>8</sup>, et 9 adultes sur 10 dans la ZP prévoient une situation inchangée ou encore dégradée à l'avenir (**Indicateur 1\_iv**). À peu près 80% de la population aujourd'hui considère la contribution des "projets de paix" (de stabilisation) aux améliorations dans ses villages/communautés comme étant faible ou nulle (**Indicateur 1.1\_iii**). Environ la même proportion de la population doute de la capacité du Gouvernement de la RDC à contribuer à l'amélioration de la situation en termes de sécurité, bien-être socio-économique et cohésion sociale (**Indicateur 1.2**).

La population dans les Chefferies/Secteurs de 'Bahema Mitego', 'Bahema Boga', et 'Banyali Tchabi' (sous-zone prioritaire Sud-Irumu 1) tend à évaluer la situation sécuritaire actuelle dans ses communautés de manière plus négative que celle de Bahema Sud et Walendu Bindi (sous-zone prioritaire Sud-Irumu 2), aussi bien au présent que comme perspective de paix pour l'année à venir (**Indicateurs 1\_iii et 1\_iv**). Moins de 10% de la population de la sous-zone prioritaire de Sud-Irumu 1 (**Indicateur 1\_iv**) s'attend à des conditions de paix accrue dans ses communautés dans un an, alors que dans la sous-zone de Sud-Irumu 2 c'est le cas pour environ 30% de la population. Les perceptions plus négatives de la population de Sud-Irumu 1 couvrent également la capacité des "projets de paix" et du Gouvernement de la RDC à apporter un changement positif en termes de stabilité, de paix et de bien-être économique (**Indicateur 1.2 (a – h)**).<sup>9</sup>

### **Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1**

Comme pour d'autres ZP, les perceptions largement négatives sur les projets de stabilisation passés augmentent l'importance de l'**approche participative** de l'ISSSS, c'est-à-dire l'utilisation des **mécanismes de consultation et de dialogue** durant la phase de démarrage des projets dans la ZP du Sud-Irumu, afin d'établir la légitimité du processus de stabilisation dans son ensemble. Ces circonstances peuvent aussi accroître la pression pour que les projets fassent suivre au dialogue des actions et des progrès concrets en vue de convaincre une population en grande partie sceptique de la **pertinence générale du processus de stabilisation**.

<sup>8</sup> Voir le fichier de données du Sud-Irumu, disponible sur demande.

<sup>9</sup> Les données des enquêtes de perception semble contredire les informations provenant des forces de la MONUSCO en matière d'incidents de sécurité pour la même période, et selon lesquelles la sous-zone prioritaire de Sud-Irumu 1 ('Bahema Mitego', 'Bahema Boga', et 'Banyali Tchabi') aurait subi nettement moins d'incidents que celle de Sud-Irumu 2 (Bahema Sud et Walendu Bindi) (**voir Indicateur 2\_j**)

Les efforts au Sud-Irumu sous le Pilier 2, visant à améliorer la **performance des FARDC en matière de protection des civils (PdC) et les relations FARDC – communautés (Objectif Spécifique 2)** font face à une population qui considère les FARDC comme un acteur important pour la garantie de la sécurité, mais qui émet tout de même des réserves quant à la capacité et la volonté des FARDC de devenir redevable en cas de crimes commis par leurs propres soldats.

Environ 4 adultes sur 10 dans la ZP estiment que les FARDC apportent une “grande” ou “très grande” contribution à leur sécurité personnelle. 10% ne voient aucune contribution des FARDC à cet égard (**Indicateur 2\_iii (a)**). Pour presque la moitié de la population au Sud-Irumu, les FARDC sont le principal garant de la sécurité dans ses villages, directement suivies par “Dieu”, “nous-mêmes” et “personne”. Moins d’une personne sur 10 attribue ce rôle à la PNC<sup>10</sup>.

Malgré l’importance relative des FARDC en tant qu’acteur sécuritaire, environ un quart de la population du Sud-Irumu ressent un certain degré d’insécurité en présence de soldats des FARDC dans la rue. Cette proportion est semblable, pour les hommes et les femmes (**Indicateur 2.1\_ii**). La redevabilité des FARDC en cas de crimes commis contre la population civile rencontre également des opinions partagées dans la ZP. Alors que près de 9 hommes et femmes sur 10 estiment possible déposer une plainte pour des crimes commis par les FARDC (**Indicateur 2.2.2\_i**), la moitié doutent que des efforts soient effectivement réalisés pour poursuivre les responsables. Environ un quart de la population considère que les soldats jouissent d’impunité pour tout crime et toute infraction qu’ils commettent (**Indicateur 2.2.2\_iii**). Les femmes au Sud-Irumu sont plus sceptiques que les hommes à cet égard (**Indicateur 2.2.2\_ii**). La proportion de femmes qui pensent que des efforts sont faits pour la redevabilité des FARDC est entre 50 et 66% de celle des hommes.

Au Sud-Irumu 2, la population voit la contribution des FARDC à leur sécurité personnelle comme relativement plus importante qu’au Sud-Irumu 1 (**Indicateur 2\_iii a**), et voit sa sécurité relativement moins affectée lorsqu’elle rencontre des soldats des FARDC dans la rue (**Indicateur 2.1\_ii**). La sensation d’insécurité au Sud-Irumu 2 est plus souvent associée à la présence de groupes armés. Ceci correspond à l’incidence plus élevée de crimes commis par les groupes armés (en particulier par les FRPI<sup>11</sup>) contre la population civile dans cette sous-zone (**Indicateur 2\_i**).

### **Considérations possibles pour la programmation – Pilier 2**

Le fait que la population (et en particulier les femmes) au Sud-Irumu doute de la volonté et des capacités des FARDC de poursuivre ses propres membres responsables de crimes contre les civils peut indiquer le besoin de travailler avec les FARDC afin d’améliorer ses propres mécanismes disciplinaires et de supervision (**Résultat Global 2.1**), et de couvrir les résultats de niveau inférieur associés aux mécanismes internes de redevabilité (**Résultats Intermédiaires 2.1.1 – 2.1.4**). Aucun de ceux-ci n’est actuellement couvert par l’ISSSS dans la ZP du Sud-Irumu.

<sup>10</sup> Voir le fichier de données pour le Sud-Irumu, disponible sur demande..

<sup>11</sup> Une nette majorité des incidents de sécurité au Sud-Irumu ont été attribués aux FRPI (98 sur un total de 118 pour l’entière ZP). Seuls 2 incidents ont été attribués aux FARDC, tous les deux dans la sous-zone Sud-Irumu 2. Néanmoins, il y a eu 14 incidents au Sud-Irumu dont les responsables demeurent non-identifiés (Indicateur 2\_i).

Alors que les efforts de l’ISSSS en vue d’établir une **présence bénéfique et majeure de l’État congolais ‘régulier’ (Objectif Spécifique 3)** sont sur le point de démarrer, la plus grande partie de la population dans la ZP considère l’État largement inefficace et incapable de remplir la plupart de ses fonctions principales. Environ la moitié de la population voit l’accès aux services étatiques comme étant “mauvais” ou “très mauvais”<sup>12</sup>. Seulement environ 2 personnes sur 10 trouvent leur accès “bon” ou “très bon”. Dans l’ensemble de la ZP les hommes ont tendanciuellement un accès légèrement meilleur, et sont plus disponibles à payer des impôts (**Indicateur 3.2.2\_ii**).

Les perceptions sur l’accès aux services et la capacité de l’État à garantir la sécurité sont un peu moins négatives dans la sous-zone Sud-Irumu 2 que dans la sous-zone Sud-Irumu 1 (**Indicateur 3.1\_i (a – c), Indicateur 3\_i**). Les populations de Bahema Sud et Walendu Bindi (Sud-Irumu 2) sont aussi légèrement plus disposées à payer un impôt officiel dans le cadre de leurs devoirs et responsabilités civils (**Indicateur 3.2.2\_ii**).

Tout comme dans d’autres ZP, la population de manière générale ne fait pas confiance aux autorités nationales et provinciales en ce qui concerne la représentation de leurs priorités : moins d’un adulte sur dix pense que les autorités font un “bon” ou “très bon” travail à cet égard (**Indicateur 3.2\_i (a, b)**). Les perceptions sur le rôle des autorités locales dans cette zone sont légèrement moins négatives (**Indicateur 3.2\_i (c)**). Il faut cependant souligner ici (comme ailleurs) que les données actuellement à disposition de l’UAS ne permettent pas d’évaluer à quel point les affiliations ethniques influencent les attitudes envers les autorités locales<sup>13</sup>.

### Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3

La situation au Sud-Irumu paraît souligner l’importance de ne **pas aborder le rôle et la présence de l’État congolais dans la zone uniquement à l’échelle locale**, mais de cibler, aux niveaux provincial et national, ces goulets d’étranglement organisationnels et institutionnels systémiques qui ont à ce jour limité les possibilités pour les autorités locales et les ETD d’améliorer leur performance. Les projets ISSSS ne couvrent pas (ou seulement de manière très partielle) la question de la disponibilité des ressources localement et les composantes associées du Résultat Global 3.3 (établissement d’un cadre pour la gouvernance locale) afin de favoriser un rôle accru de l’État. Les projets se concentrent en effet uniquement sur certains secteurs et certaines questions spécifiques (notamment la terre). Il peut être utile de considérer comment l’ISSSS peut **affronter ces questions de façon plus complète**. Il semble aussi pertinent d’examiner les obstacles spécifiquement liés au genre qui réduisent davantage l’accès aux services pour les femmes que pour les hommes.

<sup>12</sup> Ceci comprend les services administratif, de police et judiciaire national.

<sup>13</sup> Un projet conjoint PNUD-MONUSCO a récolté des données qui pourraient en partie élucider cette question, mais celles-ci n’étaient pas encore à disposition de l’UAS lors de la rédaction de ce rapport.

L'établissement d'un **flux plus équitable de ressources socio-économiques (Objectif Spécifique 4)** part d'un niveau bas au Sud-Irumu, avec des différences importantes entre les ressources et services accessibles aux hommes et aux femmes. Au moins un tiers des ménages dans la ZP n'a aucun revenu régulier (**Indicateur 4\_i**), et seulement une personne sur dix déclare avoir eu un travail payé pendant au moins une semaine au cours des trois mois précédant les enquêtes (**Indicateur 4.2.5\_i**). Environ 60% des ménages dépendent principalement d'activités économiques traditionnelles, comme l'agriculture et l'élevage, la pêche et la chasse (**Indicateur 4\_ii**)<sup>14</sup>. Environ un tiers de la population a un "bon" ou "meilleur" accès aux marchés (**Indicateur 4.2.1\_iv**), 40% déclarent un accès semblable à la terre (**Indicateur 4.2.2\_ii**) et de 10 à 20% des adultes ont accès au crédit si et quand cela est nécessaire (**Indicateur 4.2.3\_i**). L'accès au crédit et à la terre est légèrement meilleur à Bahema Mitego, Bahema Boga, et Banyali Tchabi (Sud-Irumu 1) qu'à Bahema Sud et Walendu Bindi (Sud-Irumu 2).

Par rapport à d'autres ZP de l'ISSSS (ex. Kitchanga), les différences géographiques au Sud-Irumu en termes de conditions économiques sont généralement moins prononcées pour la plupart des indicateurs. Les différences liées au genre, cependant, montrent une tendance opposée : moins de femmes que d'hommes considèrent "bon" ou "meilleur" leur accès à la terre (**Indicateur 4.2.2\_ii**) ou au crédit (**Indicateur 4.2.3\_i**). Les femmes au Sud-Irumu sont aussi moins susceptibles que les hommes d'avoir un emploi rémunéré (**Indicateur 4.2.5\_i**).

Dans les deux sous-zones, la grande majorité des personnes semblent satisfaites de contacts sociaux limités avec d'autres membres ethniques (ex. lors d'événements culturels, ou dans les lieux de culte) (**Indicateur 4.3\_i (a, b)**). Des relations plus durables, comme par exemple les mariages interethniques ont lieu "souvent" ou "parfois" pour environ 8 personnes sur 10 (**Indicateur 4.3\_i (d)**). Malgré cela, l'affiliation ethnique influence la qualité des relations, et plus dans la sous-zone Sud-Irumu 1 (Bahema Mitego, Bahema Boga et Banyali Tchabi) que dans celle appelée Sud-Irumu 2 (Bahema Sud et Walendu Bindi) (**Indicateur 4.3.2\_i (a – e)**).

---

<sup>14</sup> 7 ménages sur 10 dans la sous-zone Sud-Irumu 1 et 5 sur 10 dans la sous-zone Sud-Irumu 2.

### Observations – Pilier 5 (Prévention des VSBG)<sup>15</sup>

Le Sud-Irumu a la plus grande incidence de cas de violence sexuelle enregistrés par les forces de la MONUSCO parmi les trois ZP actives<sup>16</sup>. Durant la période de juillet à décembre 2016, 10 cas la MONUSCO a noté 10 cas, dont 9 ont été attribués aux groupes armés et 1 aux FARDC (**Indicateur 2\_i**). Environ un tiers des femmes au Sud-Irumu, et un quart des hommes connaissent une victime/un survivant de VSBG (**Indicateur 5\_iii (a)**).

La violence sexuelle est plus commune dans les Chefferies/Secteurs de Bahema Sud et Walendu Bindi (Sud-Irumu 2 - 80% des cas MONUSCO) qu'à Bahema Mitego, Bahema Boga, et Banyali Tchabi (Sud-Irumu 1). 4 personnes sur 10 dans cette sous-zone prioritaire connaissent une femme ayant subi des violences sexuelles, pour 2 personnes sur 10 au Sud-Irumu 1 (**Indicateur 5\_iii (a)**).

Les attitudes au Sud-Irumu envers les femmes ayant subi des VSBG sont assez semblables à celles des autres ZP. Elles diffèrent cependant entre les deux sous-zones, en particulier par rapport à la disponibilité des familles à accepter des victimes enceintes ou blessées de retour dans leurs ménages : au Sud-Irumu 2 (où la majorité des cas de VSBG ont été signalés), de 80 à 90% des personnes accueilleraient les victimes de retour dans leurs ménages, indépendamment d'éventuelles grossesses ou blessures, contre environ 70% au Sud-Irumu 1 (**Indicateur 5.1\_ii (a – c)**). Les adultes au Sud-Irumu 2 savent aussi généralement mieux comment accéder aux services de soutien aux victimes/survivants de VSBG. Toutefois, seul un quart de la population dans l'ensemble de la ZP du Sud-Irumu sait comment demander de l'aide à la suite de VSBG (**Indicateur 5.3.3\_v**).

### Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5

Au vu de l'incidence relativement élevée de VSBG au Sud-Irumu il peut s'avérer nécessaire de considérer si et comment la **couverture actuellement faible du Pilier 5 par la programmation ISSSS peut être étendue**. Il est important de souligner ici que de nombreux résultats liés du Pilier 2 (ceux visant à renforcer les structures internes aux FARDC en matière de discipline et supervision) (**Résultat Global 2.1**) ne sont pas non plus couvertes aujourd'hui par des projets de stabilisation.

<sup>15</sup> Il n'est pas possible d'estimer le nombre total de cas de violence sexuelle dans les ZP, étant donné qu'aucun des ensembles de données disponibles n'est exhaustif. En supposant cependant que tout défaut dans les données affecte l'ensemble des données, à travers les zones géographiques, les nombres disponibles peuvent tout de même donner un aperçu de l'importance relative des incidences dans différentes zones.

<sup>16</sup> Kitchanga, Ruzizi et Sud-Irumu

## Annexe II - Zone Prioritaire de Kitchanga, Province du Nord-Kivu

### Liste des Acronymes

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
Cellule S&E	Cellule de Suivi et Evaluation ( <i>M&amp;E Cell</i> )
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale ( <i>CISPE</i> )
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit ( <i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development, FARM</i> )
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
IA	International Alert
IDP	Déplacés Internes ( <i>Internally Displaced Persons</i> )
ISSSS	Stratégie Internationale de Soutien à la Stabilisation et à la Sécurité
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation du Congo
NK	Nord-Kivu
O.G.	Objectif Global
OIM	Organisation International pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
O.S.	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
R.G.	Résultat Global
R.I.	Résultat Intermédiaire
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire ( <i>Lobi Mokolo Ya Sika</i> )
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

## 1 Présentation de l'Annexe II – Kitchanga (Province du Nord-Kivu)

Cette annexe présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Kitchanga pour la période allant du deuxième semestre de l'année 2017 au premier trimestre de l'année 2018 (Section 2). Cette projection vise à assurer la prise en compte dans notre cartographie des projets actuellement "en cours de développement" (par exemple, dans leur phase préliminaire, ou dans les étapes finales de leur phase de conception), mais dont le démarrage et la mise en œuvre sont prévus dans un avenir proche.

Elle donne également un aperçu succinct des données de base ISSSS dans la ZP de Kitchanga, couvrant la période de juin/juillet à décembre 2016 (Section 3)<sup>1</sup>. Cette période est en effet la première pour laquelle des données de suivi complètes ont été rendues disponibles. Ces données constituent donc une base de référence à laquelle les résultats de futures collectes des données seront comparés<sup>2</sup>.

Enfin, la présente annexe offre un ensemble d'observations provisoires et préliminaires sur les données constituant la base de référence pour l'ISSSS, notamment (mais non exclusivement) pour les projets de stabilisation actuellement mis en œuvre ou planifiés dans la ZP de Kitchanga (Section 4). Il est cependant important de noter que ces observations ne sont absolument pas à considérer comme étant définitives, finales ou à accepter telles quelles. Au contraire, elles visent à aider et informer les parties prenantes dans la poursuite du débat sur les tendances et les options de programmation dans la ZP. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage.

## 2 État de la programmation ISSSS - ZP de Kitchanga (Nord-Kivu)

Cette section donne un aperçu de l'état de la programmation dans la zone prioritaire (ZP) de Kitchanga. Elle présente en particulier :

- Une **brève description des différents programmes et interventions** actuellement mis en œuvre dans la ZP de Kitchanga en partenariat avec l'ISSSS ; c'est-à-dire financés soit à travers le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), soit par des accords bilatéraux (*programmes alignés*) ;
- Un aperçu de comment ces **interventions couvrent les éléments de résultats de l'ISSSS à travers ses cinq piliers** ; et des observations provisoires sur la mesure dans laquelle tous les éléments nécessaires sont pris en compte ;
- Une vision légèrement plus approfondie de **l'état de la programmation ISSSS pilier par pilier**, sur la base de l'état d'avancement des projets ISSSS en juin/juillet 2017, avec quelques réflexions additionnelles sur les implications pour la mise en œuvre de la stratégie au cours des mois à venir.

---

<sup>1</sup> Une présentation plus détaillée et illustrée des données de cette période pour la ZP de Kitchanga est fournie dans le "fichier de données de Kitchanga", disponible sur demande.

<sup>2</sup> Ce rapport devait à l'origine être publié déjà en mars/avril 2017, avec un délai de trois mois seulement depuis la fin de la période de rapportage. Cependant, une partie des données sur lesquelles se base ce rapport n'a été rendue disponible que vers fin mai/début juin 2017, retardant donc la date de publication.

*Aperçu des interventions ISSSS dans la zone prioritaire de Kitchanga*

Le Tableau 1 énumère les projets actuellement mis en œuvre, ou programmés pour les mois à venir, dans le cadre de l'ISSSS dans la zone prioritaire de Kitchanga. Pour chacun, le tableau présente les informations relatives aux *organisations lead* respectives, la période prévue de mise en œuvre, ainsi que les aires thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

*Tableau 1 : Aperçu des interventions à Kitchanga associées à l'ISSSS (alignées et FCS)*

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en œuvre	Aire(s) thématique(s)
FCS	Les chemins vers les Accords « Njia za Makubaliano » ( <i>International Alert</i> )	Début : Octobre 2016 (programme de 24 mois ; fin prévue en septembre 2018)	Mise en œuvre du Dialogue Démocratique (DD) à Kitchanga (Pilier 1)
	Pamoja Kwa Amani na Maendeleo ( <i>UNHABITAT</i> )	En cours (fin prévue en avril 2019)	Gestion des terres, cohésion sociale, réintégration socio-économique, prévention des violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)
Alignées	Lobi Mokolo Ya Sika (Réforme du Secteur Sécuritaire (Phase 4; Extension) ( <i>SSR-SFCG</i> ))	En cours (fin prévue en mai 2018)	Connaissance et conscience accrues, de la part des forces de sécurité congolaises et des civils, de leurs droits, rôles et responsabilités mutuelles, afin d'améliorer leurs relations et construire la confiance.
	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale ( <i>CISPE-OIM</i> )	En cours (fin prévue en avril 2019)	I) Promotion de mécanismes de résolution de conflits inclusifs et basés sur le dialogue ; II) amélioration des relations État - communauté à travers l'amélioration des performances des services de sécurité et de la perception des services au sein des communautés ; et III) contribution à l'amélioration de la redevabilité mutuelle et de la capacité des institutions étatiques congolaises et de la société civile, ainsi que le renforcement de la légitimité de ces institutions et de leurs agents.
	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement sensible au conflit du marché ( <i>FARM- Mercy Corps</i> )	Phase préliminaire, début prévu en 2018	Amélioration de la sécurité alimentaire des populations ciblées, en prenant en compte les griefs des groupes marginalisés ; promotion d'un Dialogue Démocratique inclusive et de systèmes de gestion des conflits ; relations intercommunautaires renforcées ; et pratiques agricoles durables => amélioration de l'accès à la terre et aux marchés agricoles, conduisant à l'accroissement de la stabilité, ainsi que de l'accès et de la disponibilité de la nourriture.

Pris en compte dans leur ensemble, les projets mentionnés dans le Tableau 1 répondent aux cinq piliers de l'ISSSS, avec différents niveaux d'intensité :

- Actuellement, seule la couverture programmatique du Pilier 1 (Dialogue Démocratique) est **relativement avancée**, dans la mesure où plus de la moitié des résultats du pilier sont couverts par au moins un projet (voir Figure 1).
- La couverture des Piliers 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)), 3 (Restauration de l'Autorité de l'État), 4 (Résilience Socio-économique au Conflit) et 5 (Prévention des VSBG) **est encore en cours de développement** dans la ZP de Kitchanga. Moins de la moitié des résultats de chacun de ces piliers sont actuellement couverts par au moins un projet.

Le Tableau 2 ci-dessous donne un aperçu de l'état de la programmation par pilier thématique dans la ZP Kitchanga.

Tableau 2: État de la programmation dans la zone prioritaire de Kitchanga (Nord-Kivu), tous programmes, juillet 2017

Pilier	Contribution visée à la mise en œuvre de l'ISSSS	Couverture du cadre de résultats ISSSS <sup>3</sup>
Pilier 1	Création d'un dialogue (démocratique) participatif et inclusif pour assurer un processus politique et communautaire de transformation des conflits ciblés	Avancée
Pilier 2	Amélioration de la performance des FARDC dans la PdC et des relations communautaires - FARDC	En cours de développement
Pilier 3	Accroissement du rôle (bénéfique) et de la présence de l'État congolais (en particulier des autorités locales) dans les zones prioritaires	En cours de développement
Pilier 4	Augmentation du flux équitable de ressources vers les populations à risque (femmes, hommes, filles et garçons), et de la cohérence en leur sein, en particulier en ce qui concerne les déplacés et les populations de retour	En cours de développement
Pilier 5	Assurance que les réformes du secteur sécuritaire (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités étatiques au niveau local (Pilier 3) prennent suffisamment en compte la lutte aux VSBG, en tant que symptôme et facteur de conflit dans les zones prioritaires	En cours de développement

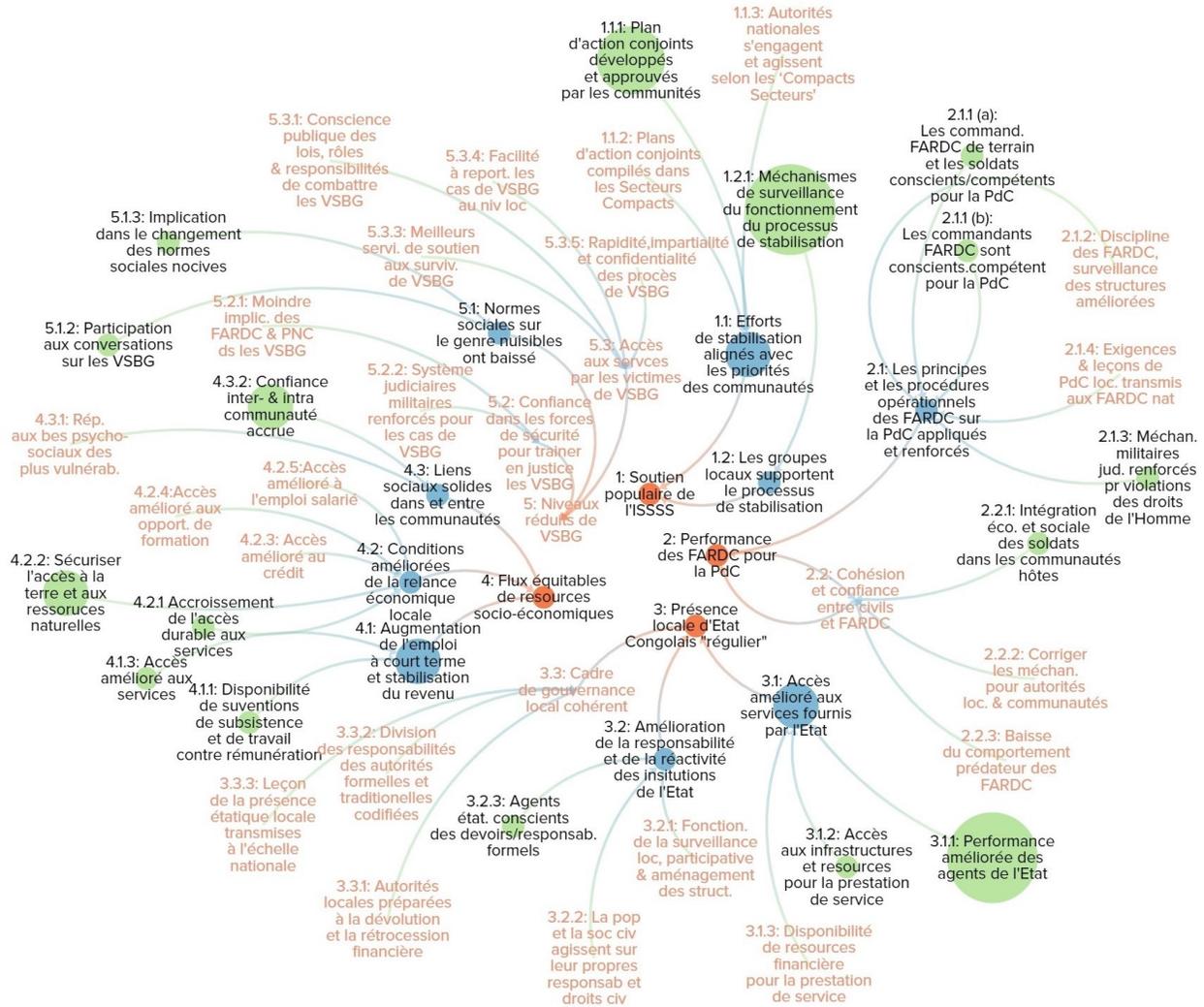
La Figure 1 ci-dessous illustre de manière plus détaillée les résultats adressés par un ou plusieurs projet(s) ISSSS dans la ZP de Kitchanga, que ce soit actuellement ou dans un futur proche. Les dimensions des cercles indiquent le nombre de projets couvrant chaque résultat (voir légende en dessous de la figure), tandis que les résultats indiqués en rouge ne sont à ce jour pas du tout couverts.

Comme on peut le voir, la plupart des projets dans la ZP de Kitchanga sont basés sur des **plans d'action** développés en consultation et avec la participation des populations (Résultat Intermédiaire 1.1.1). Ceci veut dire que les deux projets alignés bilatéraux (CISPE, SSR) suivent pour leur intervention sectorielle l'approche générale du Dialogue Démocratique (Pilier 1) appliquée au projet FCS à Kitchanga. De la même manière, ces projets utilisent également des **plateformes de dialogue participatif** comme espace pour réaliser leurs plans d'action globaux (FCS) ou sectoriels (CISPE, SSR) et pour superviser leur mise en œuvre, conformément à l'approche de l'ISSSS.

Les sections suivantes du rapport reprennent plus en détail la couverture par projet et par pilier dans la ZP de Kitchanga.

<sup>3</sup> **Complète** : Tous les résultats de l'ISSSS sont couverts par des projets ; **Avancée** : La plupart des résultats sont couverts par des projets ; **En cours de développement** : une minorité de résultats sont couverts par les projets.

Figure 1 : Aperçu de la programmation dans la zone prioritaire de Kitchanga (Nord-Kivu), tous programmes confondus (FCS et alignés), 2<sup>ème</sup> semestre 2017



Légende : Grand cercle : 4 projets ; cercle moyen-grand : 3 projets ; cercle petit-moyen : 2 projets ; petit cercle : 1 projet ; en rouge : non couvert

*Programmation pour le Pilier 1 (Dialogue Démocratique)*

La programmation à Kitchanga dans le cadre du Pilier 1 est focalisée avant tout sur le développement de plans d'action conjoints de mécanismes de stabilisation et de supervision au niveau communautaire, en particulier à travers le programme FCS mené par International Alert (IA), qui est entièrement focalisé sur le Pilier 1 (voir Tableau 1).

Dans leur version initiale, aucun des projets n'appuyait la création de conventions sectorielles réalisables au niveau provincial (menée par l'UAS dans le cadre de ses responsabilités de bons offices) ; ou l'engagement continu des autorités nationales dans leur mise en œuvre. L'attention était essentiellement portée aux activités au niveau communautaire et à l'établissement d'un consensus, plutôt qu'à l'encouragement d'actions législatives ou politiques de la part du Gouvernement.

Cependant, dans la révision du projet FCS du pilier 1, menée par IA et complétée en juin 2017, les partenaires ont ajouté un résultat sur l'engagement provincial et national. Le prochain rapport de suivi couvrira plus en détail cette version révisée du projet. En outre, l'UAS a discuté de la question des conventions sectorielles avec le consortium UNHABITAT dans le but d'établir les bases de la programmation future pour les résultats intermédiaires 1.1.2 et 1.1.3 dans la zone prioritaire.

Le Pilier 1 de l'ISSSS a donné lieu à un contentieux dans la ZP de Kitchanga, ce qui a créé des tensions politiques avec les autorités congolaises. Si ces tensions subsistent, elles peuvent sérieusement entraver le progrès dans le cadre du Dialogue Démocratique comme base pour les interventions dans les autres piliers de la stratégie de stabilisation.

Le Tableau 3 ci-dessous montre une section du pilier 1 dans le cadre logique de l'ISSSS, et associe à chaque résultat (résultats globaux, RG, et résultats intermédiaires, RI) les projets mis en oeuvre et planifiés qui y contribuent.

*Tableau 3 : Panorama des programmes ISSSS à Kitchanga, Pilier 1 (Dialogue Démocratique)*

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 1</b>	<b>Soutien à l'ISSSS au niveau communautaire</b>	
<b>R.G. 1.1</b>	<b>Processus locaux de stabilisation alignés sur les priorités des communautés</b>	(FCS): Kitchanga (A): CISPE
R.I. 1.1.1	Plans d'action conjoints développés et approuvés par les communautés	(FCS): Kitchanga (A): CISPE
R.I. 1.1.2	Plans d'action conjoints rassemblés dans les conventions sectorielles	Non couvert
R.I. 1.1.3	Autorités nationales engagées et agissant sur la base des conventions sectorielles	Non couvert
<b>R.G. 1.2</b>	<b>Soutien maintenu des communautés pour la stabilisation</b>	
R.I. 1.2.1	Mécanismes de supervision établis et fonctionnels	(FCS): Kitchanga (A): CISPE

Un seul programme (SSR, mené par SFCG) contribue aujourd’hui au pilier 2 dans la ZP de Kitchanga (voir Tableau 4). Son objectif global est de renforcer la confiance réciproque entre FARDC (et PNC) et les communautés, suite à l’amélioration du comportement des FARDC. Ses activités se focalisent aujourd’hui principalement sur la sensibilisation des FARDC quant à leurs droits et responsabilités, ainsi que des formations ciblées et des mécanismes visant à renforcer et récompenser des changements comportementaux positifs.

La couverture du Pilier 2 n’affronte pas encore clairement les structures de motivation internes des FARDC (ou de la PNC - voir Pilier 3) visant à influencer le comportement des commandants et soldats des FARDC vis-à-vis de la population civile ; ni l’intégration des leçons apprises localement dans une politique à échelle nationale (ex. SSR).

Divers facteurs de risques profondément ancrés pourraient faire dérailler le programme de SSR dans la ZP de Kitchanga, notamment les conditions de vie généralement mauvaises des soldats des FARDC, qui entravent les efforts pour l’amélioration de leur performance en matière de PdC et donc de leurs relations avec les communautés. De plus, des événements perturbateurs continuent à se produire (comme l’attaque de mai 2017 des FDLR contre la ville de Kitchanga)<sup>4</sup>, amplifiant ainsi la détérioration de la confiance dans le rôle des FARDC en ce qui concerne la PdC.

Le tableau 4 ci-dessous présente une section du pilier 2 dans le cadre logique de l’ISSSS, et montre les projets qui contribuent à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats pour lesquels aucune intervention n’est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

Tableau 4 : Panorama des programmes ISSSS à Kitchanga, Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 2</b>	<b>Performance des FARDC en matière de PdC</b>	
<b>R.G.2.1</b>	<b>Principes et procédures opérationnels des FARDC pour la PdC appliqués et respectés</b>	(A): SSR
R.I. 2.1.1 (a)	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants déployés des FARDC et leurs unités en matière de PdC	(A): SSR
R.I. 2.1.1 (b)	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants des FARDC en matière de PdC	
R.I. 2.1.2	Structures internes disciplinaires, de supervision et de motivation des FARDC renforcées et alignées sur la PdC	Non couvert
R.I. 2.1.3	Mécanismes judiciaires militaires renforcés pour les violations des droits de l’homme (DH)	(A): SSR
R.I. 2.1.4	Leçons tirées de l’expérience et exigences de ressources pour la PdC communiquées au commandement national des FARDC	Non couvert
<b>R.G. 2.2</b>	<b>Cohésion et confiance accrues entre populations civiles et FARDC</b>	Non couvert
R.I. 2.2.1	Intégration sociale et économique des soldats au sein des communautés hôtes	(A): SSR
R.I. 2.2.2	Mécanismes de réparation améliorés pour les autorités locales et les communautés	Non couvert
R.I. 2.2.3	Comportement amélioré des FARDC (moins prédateur et mercantiliste)	Non couvert

<sup>4</sup> <http://aa.com.tr/en/africa/rwandan-rebel-group-kills-2-congolese-soldiers/813850>

La programmation actuelle du Pilier 3 à Kitchanga est focalisée sur l'amélioration de la performance des agents de l'État dans les secteurs suivants : police, justice, administration et gestion des terres. Le principe de financement axé sur les résultats dans l'approche du CISPE liera la performance des agents de l'État aux paiements, dans le but de changer les structures et les comportements dans le temps (voir Tableau 5).

Il n'y a, à ce jour, pas d'interventions visant à renforcer le cadre pour la gouvernance locale aux niveaux national et provincial, ce qui peut mettre à risque la durabilité de la programmation actuelle.

Les risques principaux incluent les retards constants dans les élections locales et provinciales (ce qui porte atteinte à la redevabilité), et les liens de patronage existant au NK, qui empêchent une distribution équitable des accès aux services à travers toutes les communautés.

Le tableau 5 ci-dessous présente une section du pilier 3 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets qui contribuent à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats pour lesquels aucune intervention n'est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

Tableau 5 : Panorama des programmes ISSSS à Kitchanga, Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 3</b>	<b>Rôle et présence bénéfiques de l'État congolais « régulier » accrus dans la gouvernance locale</b>	
<b>R.G. 3.1</b>	<b>Accès aux services pertinents de l'État amélioré</b>	(A): CISPE, FARM
R.I. 3.1.1	Performance améliorée des agents de l'État dans la fourniture de services	(FCS): Kitchanga (A): CISPE, SSR, FARM
R.I. 3.1.2	Disponibilité/accès accrus aux infrastructures physiques etc. pour la fourniture des services	(A): CISPE
R.I. 3.1.3	Disponibilité accrue de ressources financières pour une fourniture de services viable	Non couvert
<b>R.G. 3.2</b>	<b>Reddition de comptes et réactivité des institutions étatiques améliorées</b>	(A): CISPE
R.I. 3.2.1	Structures de supervision et de planification participatives locales établies et opérationnelles	Non couvert
R.I. 3.2.2	Population locale et société civile agissant sur la base de leurs propres responsabilités et droits vis-à-vis des autorités locales	Non couvert
R.I. 3.2.3	Conscience des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption	(A): CISPE
<b>R.G. 3.3</b>	<b>Cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale mis en place</b>	Non couvert
R.I. 3.3.1:	Autorités locales/ ETDs préparées à la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances	Non couvert
R.I. 3.3.2	Division des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles codifiée	Non couvert
R.I. 3.3.3:	Leçons tirées pour une présence locale accrue de l'État prises en compte par les autorités nationales	Non couvert

La programmation sous le Pilier 4 dans la ZP de Kitchanga est principalement focalisée sur l'amélioration et la sécurisation de l'accès à la terre - une question historiquement contentieuse dans la zone - et sur le soutien aux activités économiques locales, en particulier pour la jeunesse (voir ).

Actuellement, aucune intervention n'est mise en place pour la création d'opportunités d'emploi à temps plein. Cependant, le projet FARM mené par *Mercy Corps* (qui sera opérationnel en 2018) vise à contribuer à plusieurs de ces résultats. Parmi ses domaines planifiés d'intervention nous pouvons citer l'accès au crédit pour soutenir la génération de revenu, et l'accès aux marchés. Ces éléments sont essentiels en vue d'un flux équitable et durable des ressources au sein des populations à risque.

L'analyse du conflit dans la zone de Kitchanga par l'ISSSS soulignait la 'mobilisation autour de la terre et de l'identité' comme étant un des facteurs de risque clés affectant la stabilisation. Les tensions historiques dans cette zone entre Rwandophones et les populations présumées 'autochtones' peuvent entraver les progrès en termes d'amélioration de l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Le tableau 6 ci-dessous présente une section du pilier 4 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets contribuant à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats qui ne sont pas planifiés ou pris en compte dans les interventions actuelles.

Tableau 6 : Panorama des programmes ISSSS à Kitchanga, Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 4</b>	<b>Flux équitable des ressources (opportunités génératrices de revenus et économiques ; appui socio-économique)</b>	
<b>R.G. 4.1</b>	<b>Participation accrue aux mécanismes pour l'emploi et stabilisation des revenus à court terme</b>	(FCS): Kitchanga (A): FARM
R.I. 4.1.1	Disponibilité accrue de subventions pour moyens de subsistance et de démarrage, et de mécanismes "argent-contre-travail"	Non couvert
R.I. 4.1.3	Accès amélioré aux services	Non couvert
<b>R.G. 4.2</b>	<b>Conditions plus favorables pour le redressement économique local</b>	Non couvert
R.I. 4.2.1	Accès accru et maintenu aux marchés	(A): FARM
R.I. 4.2.2	Accès amélioré et sécurisé à la terre et aux ressources naturelles	(FCS): Kitchanga (A): FARM
R.I. 4.2.3	Accès maintenu et accru au crédit (tous les groupes)	Non couvert
R.I. 4.2.4	Accès amélioré aux opportunités de formation	Non couvert
R.I. 4.2.5	Accès amélioré à des emplois rémunérés	Non couvert
<b>R.G. 4.3</b>	<b>Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés</b>	(FCS): Kitchanga
R.I. 4.3.1	Besoins psycho-sociaux des groupes vulnérables/marginalisés de la communauté adressés	Non couvert
R.I. 4.3.2	Confiance accrue inter- et intracommunautaire	(FCS): Kitchanga; Kitchanga P1

Un seul projet est actuellement focalisé sur la programmation relative au Pilier 5 à Kitchanga : FCS mis en œuvre par le consortium d'UN Habitat) (voir **Error! Reference source not found.**)<sup>5</sup>. Ses activités se concentrent sur la prévention des VSBG à travers la sensibilisation sur les effets nocifs de normes de genre négatives, et sur le renforcement des capacités des jeunes et leaders communautaires. Il est à noter que certains aspects du Pilier 5, notamment ceux liés à la lutte contre l'impunité au sein du système judiciaire pour des crimes de VSBG et à l'amélioration de services aux victimes/survivants de VSBG, ne sont absolument pas couverts dans la ZP de Kitchanga.

Le manque de programmation significative pour la réduction de VSBG dans la ZP de Kitchanga rend la matérialisation des facteurs de risque associés plus probable. Sensibiliser aux normes de genre nocives est important, mais le manque d'efforts entrepris pour affronter l'impunité qui entoure les VSBG au sein des systèmes judiciaire et militaire rend une avancée soutenue dans le cadre du Pilier 5 moins probable.

Ceci peut mener à une désillusion encore majeure, en particulier auprès des femmes et des filles, concernant la contribution de la stabilisation à la réduction des VSBG.

Le Tableau 7 ci-dessous présente une section du pilier 5 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets contribuant à ses R.G. et R.I., ainsi que les résultats pour lesquels aucune intervention n'est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

Tableau 7 : Panorama des programmes ISSSS à Kitchanga, Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 5</b>	<b>Niveau de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) réduit</b>	
<b>R.G. 5.1</b>	<b>Normes sociales/de genre (VSBG) nocives réduites</b>	(FCS): Kitchanga
R.I. 5.1.2	Participation active et significative au dialogue sur les VSBG	
R.I. 5.1.3	Implication accrue dans la transformation positive des normes nocives sociales/de genre	
<b>R.G. 5.2</b>	<b>Confiance accrue envers les forces de sécurité vis-à-vis des poursuites en cas d'incidents de VSBG (commis par FARDC et PNC)</b>	Non couvert
R.I. 5.2.1	Implication réduite des acteurs du secteur sécuritaire (FARDC et PNC) dans les cas de VSBG	Non couvert
R.I. 5.2.2	Systèmes judiciaires militaires renforcés utilisés pour la poursuite des cas de VSBG	Non couvert
<b>R.G. 5.3</b>	<b>Accès amélioré aux services judiciaires et de soutien pour les survivants de VSBG</b>	Non couvert
R.I. 5.3.1	Conscience publique accrue des lois et normes pour la lutte contre les VSBG, ainsi que des rôles et responsabilités des agents pertinents	Non couvert
R.I. 5.3.3	Services de soutien pour les survivants de VSBG améliorés	Non couvert
R.I. 5.3.4	Procédures pour dénoncer des cas de VSBG facilitées au niveau local	Non couvert
R.I. 5.3.5	Vitesse, impartialité et confidentialité des procès pour VSBG améliorées	Non couvert

<sup>5</sup> L'harmonisation du cadre logique d'un autre projet, 'Living Peace in DRC' (mis en œuvre par 'Living Peace Institute'), était en cours au moment de la rédaction de ce rapport. Le projet sera inclus dans la cartographie du prochain rapport de suivi.

### 3 Données sur les Résultats de l'ISSSS – ZP de Kitchanga

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative pour les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette première phase de rapportage. Une présentation plus détaillée, exhaustive et visuelle des données se trouve dans un fichier à part, dédié à la zone prioritaire de Kitchanga et disponible sur demande.

Tableau 6 : Données sur les Résultats ISSSS - Kitchanga, Piliers 1 à 3, juin à décembre 2016

Indicateur	Lieu/Période						
	Kitchanga 1		Kitchanga 2		Kitchanga		
	Jun 2016	Déc. 2016	Jun 2016	Déc. 2016	Jun 2016	Déc. 2016	
Pilier 1 (Dialogue Démocratique)	Indicateur 1_iii: % d'hommes/femmes déclarant que leurs villages/quartiers sont très/extrêmement paisibles	2%	5%	13%	21%	8%	14%
	Indicateur 1_iv: % de femmes /hommes s'attendant à ce que leurs villages/quartiers deviennent très/beaucoup plus paisibles dans 1 an	20%	30%	6%	7%	13%	18%
	Indicateur 1.1_iii: % d'hommes/femmes affirmant que les projets de consolidation de la paix sont "très bons" ou "extrêmement bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents de leur zone	6%	12%	2%	5%	4%	8%
	Indicateur 1.2: % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne)	5%	7%	10%	15%	7%	11%
	Indicateur 1.2 (Moy. Sécurité): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour sécurité et sûreté)	8%	11%	18%	28%	13%	20%
	Indicateur 1.2 (Moy. Economique): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour questions économiques)	1%	3%	2%	3%	2%	3%
	1.2 (a): Etablissement de la paix en RDC Orientale	2%	3%	10%	13%	6%	8%
	1.2 (b): Réduction de la pauvreté	1%	1%	1%	1%	1%	1%
	1.2 (c): Augmentation de l'emploi	1%	5%	0%	2%	0%	4%
	1.2 (d): Lutte contre la corruption	1%	4%	6%	8%	4%	6%
	1.2 (e): Unification des différents groupes ethniques	6%	15%	6%	13%	6%	14%
	1.2 (f): Amélioration de la vie des Congolais	1%	2%	1%	0%	1%	1%
	1.2 (g): Assurance de la sécurité	4%	3%	19%	29%	12%	17%
	1.2 (h): Lutte contre les violences sexuelles	22%	23%	35%	55%	29%	40%
Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)	Indicateur 2_1 (a): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par les groupes armés contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	22 incidents		6 incidents		28 incidents	
	Indicateur 2_1 (b): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par les FARDC contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	7 incidents		0 incidents		7 incidents	
	Indicateur 2_1 (c): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par des inconnus contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	37 incidents		4 incidents		41 incidents	
	Indicateur 2_ii (a): % de femmes et hommes rapportant avoir été personnellement aidés par les FARDC durant l'année écoulée	11%	12%	30%	14%	21%	13%
	Indicateur 2_iii (a): % d'hommes/femmes (là où sont déployées les FARDC) pensant que les FARDC contribuent "fortement" ou "très fortement" à leur sécurité	17%	17%	24%	33%	20%	26%
	Indicateur 2.1_ii: % de femmes et hommes rapportant que la présence des FARDC leur procure un sentiment d'insécurité (& triangulation)	47%	38%	2%	5%	23%	21%
	Indicateur 2.2.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les victimes de crimes commis par les FARDC ont la possibilité de porter plainte	76%	37%	60%	58%	67%	48%
	Indicateur 2.2.2_ii: % d'hommes/femmes d'accord que les efforts des FARDC en matière de reddition de comptes pour la prévention de crimes sont poursuivis	36%	30%	49%	44%	43%	38%
Indicateur 2.2.2_iii: % d'hommes/femmes d'accord avec la phrase "les FARDC jouissent d'impunité (pour leurs crimes)"	36%	42%	35%	22%	36%	31%	
Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'Etat)	Indicateur 3.1_i (a): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services administratifs de l'Etat Congolais	3%	8%	12%	12%	8%	10%
	Indicateur 3.1_i (b): d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès à un bureau ou sous-bureau de police	6%	10%	12%	22%	9%	16%
	Indicateur 3.1_i (c): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès au service national de justice civil	0%	14%	3%	7%	2%	10%
	Indicateur 3.2_i (a): % d'hommes et femmes indiquant que les élus nationaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	0%	3%	4%	2%	2%	3%
	Indicateur 3.2_i (b): % d'hommes/femmes indiquant que les élus provinciaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	0%	4%	2%	8%	2%	6%
	Indicateur 3.2_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que les élus locaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population		21%		41%		31%
	Indicateur 3.2.2_ii: % d'hommes/femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (c-à-d. "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	29%	22%	9%	12%	18%	17%

Kitchanga 1: Chefferie de Bwito (territoire de Ruthuru) ; Kitchanga 2: Chefferies de Bashali (territoire de Masisi) et une petite partie de Kisimba (connue aussi comme Wanianga), autour de Pinga (également dans le territoire de Masisi).

Tableau 9: Données sur les Résultats ISSSS - Kitchanga, Piliers 4 et 5, juin à décembre 2016

Indicateur	Lieu/Période						
	Kitchanga 1		Kitchanga 2		Kitchanga		
	Juin 2016	Déc. 2016	Juin 2016	Déc. 2016	Juin 2016	Déc. 2016	
Pilier 4 (Résilience Socio-économique)	Indicateur 4_ii: % de ménages dépendant d'activités traditionnelles en tant que principale activité économique (agriculture, pêche, élevage)		88%		83%		85%
	Indicateur 4.2.1_iv: % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés		15%		51%		34%
	Indicateur 4.2.2_ii: % d'hommes/femmes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	6%	20%	61%	42%	36%	31%
	Indicateur 4.2.3_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	3%	4%	2%	2%	3%	3%
	Indicateur 4.2.5_i: % d'hommes/femmes déclarant avoir un emploi rémunéré durant au moins une semaine au cours des 3 derniers mois	3%	9%	2%	8%	3%	8%
	Indicateur 4.3_i (a): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes dans leur zone s'engagent "parfois" ou "souvent" dans des activités religieuses, culturelles ou liées au travail avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	86%	0%	92%	0%	89%
	Indicateur 4.3_i (b): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone fréquentent "parfois" ou "souvent" des lieux de culte avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	90%	0%	94%	0%	92%
	Indicateur 4.3_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone travaillent "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	83%	0%	83%	0%	83%
	Indicateur 4.3_i (d): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone se marient "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres communautés	0%	92%	0%	76%	0%	84%
	Indicateur 4.3_ii (a): % d'hommes/femmes d'accord que des groupes ou des individus de leur quartier / village poursuivent des objectifs communs et travaillent ensemble pour les atteindre, malgré la concurrence occasionnelle	85%	59%	65%	73%	74%	66%
	Indicateur 4.3_ii (b): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier / village travaillent ensemble mais qu'il y a d'importantes divisions qui créent de la compétition	53%	46%	45%	59%	49%	53%
	Indicateur 4.3_ii (c): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier/village sont partagées, que les groupes et individus sont en compétition et que chacun ne poursuit que ses propres objectifs	16%	46%	45%	44%	31%	45%
	Indicateur 4.3.2_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir une "bonne" ou "très bonne" relation à travers les groupes de personnes qui font partie de leur vie :	74%	86%	83%	78%	78%	82%
	Indicateur 4.3.2_i (a) Relation avec les parents, enfants ou partenaires	76%	96%	92%	89%	85%	92%
	Indicateur 4.3.2_i (b) Relation avec les voisins	78%	95%	93%	86%	86%	90%
	Indicateur 4.3.2_i (c) Relation avec les personnes de leur quartier ou village	73%	86%	90%	79%	82%	83%
Indicateur 4.3.2_i (d) Relation avec leur propre groupe ethnique	75%	82%	90%	80%	83%	81%	
Indicateur 4.3.2_i (e) Relations indépendamment du groupe ethnique	65%	70%	49%	55%	56%	62%	
Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)	Indicateur 5_ii: % d'hommes/femmes rapportant avoir subi des violences physiques ou sexuelles au cours des 6 derniers mois	5%	1%	4%	1%	4%	1%
	Indicateur 5_iii (a): % d'hommes/femmes connaissant personnellement une femme victime de violences sexuelles	28%	30%	12%	16%	20%	23%
	Indicateur 5_iii (b): % d'hommes/femmes connaissant personnellement un homme victime de violences sexuelles	3%	3%	3%	1%	3%	2%
	Indicateur 5.1_i (a): % d'hommes/femmes ne croyant pas que le consentement est toujours nécessaire dans le cadre d'une activité sexuelle (y compris dans un mariage)	87%	67%	40%	83%	62%	75%
	Indicateur 5.1_i (b): % d'hommes/femmes d'accord qu' il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme/épouse		26%		35%		31%
	Indicateur 5.1_i (d): % d'hommes/femmes considérant que les crimes de violence sexuelle doivent être résolus 'en famille', sans implication des		30%		43%		37%
	Indicateur 5.1_ii (a-1): % d'hommes/femmes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur communauté	96%	97%	96%	90%	96%	93%
	Indicateur 5.1_ii (a-2): % d'hommes/femmes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur ménage	95%	94%	92%	88%	94%	91%
	Indicateur 5.1_ii (b): % d'hommes/femmes déclarant être prêt(e)s à accueillir de retour dans leur ménage une survivante de violences sexuelles ayant eu un enfant à la suite de celles-ci	88%	76%	85%	83%	87%	80%
	Indicateur 5.1_ii (c): % d'hommes/femmes qui acceptent le retour dans leur ménage d'une survivante de violences sexuelles si cette femme a contracté une maladie or a souffert d'une blessure en raison de cet incident	88%	64%	85%	79%	87%	72%
	Indicateur 5.1.3_i (a): % d'hommes/femmes qui ont recherché des informations sur les problèmes liés à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (recherche d'informations)	11%	15%	26%	20%	19%	18%
	Indicateur 5.1.3_i (b): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à des réunions sur des questions liées à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (discussion et débat)	16%	13%	16%	15%	16%	14%
	Indicateur 5.1.3_i (c): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à d'autres actions de lutte contre la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (action directe)	13%	8%	12%	7%	12%	7%
	Indicateur 5.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les FARDC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	56%	17%	61%	63%	59%	42%
	Indicateur 5.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les PNC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	59%	18%	62%	63%	61%	41%
	Indicateur 5.2_iv (a): % d'hommes et des femmes qui considèrent les efforts de la police/PNC pour enquêter sur les cas de violence sexuelle comme "bons" ou "très bons"	42%	28%	33%	35%	37%	32%
Indicateur 5.2_iv (b): % d'hommes/femmes qui pensent que les victimes de violences sexuelle sont servies par la police / PNC "aussi bien" ou "mieux" que les victimes d'autres crimes	79%	76%	71%	73%	75%	75%	
Indicateur 5.2_iv (c): % d'hommes/femmes qui pensent que les efforts actuels de la police pour enquêter sur les cas de violence sexuelle sont «meilleurs» que ceux d'il y a un an	35%	31%	31%	34%	33%	38%	
Indicateur 5.3.3_v: % d'hommes/femmes déclarant savoir comment accéder aux services de soutien aux survivants de VSBG	65%	20%	44%	62%	54%	42%	

Kitchanga 1: Chefferie de Bwito (territoire de Ruthuru) ; Kitchanga 2: Chefferies de Bashali (territoire de Masisi) et une petite partie de Kisimba (connue aussi comme Wanianga), autour de Pinga (également dans le territoire de Masisi).

Tableau 10 : Données choisies<sup>6</sup> sur les Résultats ISSSS - Kitchanga - par sexe, Piliers 1 à 5, juin à décembre 2016

Indicateur	Genre/Période						
	Femmes		Hommes		Total		
	Jun 2016	Déc. 2016	Jun 2016	Déc. 2016	Jun 2016	Déc. 2016	
<b>Pilier 1 (Dialogue Démocratique)</b>	Indicateur 1_iii: % de femmes/hommes déclarant que leurs villages/quartiers sont très/extrêmement paisibles	3%	12%	13%	15%	8%	14%
	Indicateur 1_iv: % de femmes/hommes s'attendant à ce que leurs villages/quartiers deviennent très/extrêmement plus paisibles dans un an	14%	21%	32%	24%	23%	23%
	Indicateur 1.1_iii: % de femmes/hommes affirmant que les projets de consolidation de la paix sont "très bons" ou "extrêmement bons" pour adresser les problèmes les plus persistents de leur zone	9%	28%	24%	26%	17%	27%
<b>Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)</b>	Indicateur 2_ii (a): % de femmes/hommes rapportant avoir été personnellement aidés par les FARDC durant l'année écoulée	19%	8%	24%	18%	21%	13%
	Indicateur 2_iii (a): % de femmes/hommes (là où sont déployées les FARDC) pensant que les FARDC contribuent "fortement" ou "très fortement" à leur sécurité	13%	17%	28%	35%	20%	26%
	Indicateur 2.2.2_ii: % de femmes/hommes d'accord que les efforts des FARDC en matière de reddition de comptes pour la prévention de crimes sont poursuivis	45%	29%	41%	47%	43%	38%
	Indicateur 2.2.2_iii: % de femmes/hommes d'accord avec la phrase "les FARDC jouissent d'impunité (pour leurs crimes)"	34%	32%	37%	31%	36%	31%
<b>Pilier 3 (Rest. Autorité de l'Etat)</b>	Indicateur 3.1_j (a): % de femmes/hommes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services administratifs de l'Etat Congolais	3%	6%	12%	15%	8%	10%
	Indicateur 3.1_j (b): d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès à un bureau ou sous-bureau de police	3%	13%	15%	19%	9%	16%
	Indicateur 3.2.2_ii: % de femmes/hommes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (c-à-d., "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	7%	22%	29%	11%	18%	17%
<b>Pilier 4 (Résilience Socio-économique)</b>	Indicateur 4.3_ii (b): % de femmes/hommes d'accord que les personnes de leur quartier / village travaillent ensemble mais qu'il y a d'importantes divisions qui créent de la compétition	31%	39%	66%	67%	49%	53%
	Indicateur 4.3_ii (c): % de femmes/hommes d'accord que les personnes de leur quartier/village sont partagées, que les groupes et individus sont en compétition et que chacun ne poursuit que ses propres objectifs	24%	37%	38%	53%	31%	45%
	Indicateur 4.3.2_i: % de femmes/hommes indiquant avoir une "bonne" ou "très bonne" relation à travers les groupes de gens qui font partie de leur vie	70%	81%	87%	82%	78%	82%
	Indicateur 4.3.2_j (a) Relation avec les parents, enfants ou partenaires	77%	90%	93%	94%	85%	92%
	Indicateur 4.3.2_j (b) Relation avec les voisins	78%	91%	94%	89%	86%	90%
	Indicateur 4.3.2_j (c) Relation avec les personnes de leur quartier ou village	76%	82%	87%	83%	82%	83%
	Indicateur 4.3.2_j (d) Relation avec les personnes de leur propre groupe ethnique	76%	82%	89%	80%	83%	81%
<b>Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)</b>	Indicateur 5_iii (a): % de femmes/hommes connaissant personnellement une femme victime de violences sexuelles	28%	18%	11%	28%	20%	23%
	Indicateur 5.1_i (a): % de femmes/hommes ne croyant pas que le consentement est toujours nécessaire dans le cadre d'une activité sexuelle (y compris dans un mariage)	80%	67%	44%	84%	62%	75%
	Indicateur 5.1_ii (b): % de femmes/hommes déclarant être prêt(e)s à accueillir de retour dans leur ménage une survivante de violences sexuelles ayant eu un enfant à la suite de celles-ci	94%	79%	79%	80%	87%	80%
	Indicateur 5.1_ii (c): % de femmes/hommes qui acceptent le retour dans leur ménage d'une survivante de violences sexuelles si cette femme a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure en raison de cet incident	94%	76%	79%	68%	87%	72%
	Indicateur 5.2_i: % de femmes/hommes d'accord que les FARDC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	68%	44%	50%	39%	59%	42%
	Indicateur 5.2_iv (a): % de femmes/hommes qui considèrent les efforts de la police/PNC pour enquêter sur les cas de violence sexuelle comme "bons" ou "très bons"	17%	25%	57%	38%	37%	32%
	Indicateur 5.2_iv (b): % de femmes/hommes qui pensent que les victimes de violences sexuelle sont servies par la police / PNC "aussi bien" ou "mieux" que les victimes d'autres crimes	58%	66%	92%	84%	75%	75%
	Indicateur 5.2_iv (c): % de femmes/hommes qui pensent que les efforts actuels de la police pour enquêter sur les cas de violence sexuelle sont «meilleurs» que ceux d'il y a un an	19%	31%	47%	45%	33%	38%
	Indicateur 5.3.3_v: % de femmes/hommes déclarant savoir comment accéder aux services de soutien aux 'survivants' de VSBG	45%	32%	62%	52%	54%	42%

<sup>6</sup> Le tableau inclut les données pour les indicateurs pour lesquels les réponses données respectivement par les hommes et les femmes interrogés s'écartaient de plus que la marge d'erreur de +/- 5% lors d'au moins une des deux enquêtes (juin et décembre 2016).

## 4 Conclusion - Observations et questions à prendre en compte

### *Observations – Pilier 1 (Dialogue Démocratique)*

**L'engagement de la population dans les efforts de l'ISSSS/de stabilisation** dans la ZP de Kitchanga doit être renforcé au vu des perceptions actuellement négatives sur la paix et la stabilisation au niveau local. Ceci est particulièrement prononcé dans la Chefferie de Bwito (territoire de Rutshuru) (Kitchanga 1), où environ la moitié de la population expérimente une absence totale de paix dans ses villages. Les perceptions sont légèrement plus positives dans les Chefferies de Bashali et Kisimba (autour de Pinga) (Kitchanga 2) (**Indicateur 1\_iii**). Jusqu'à la fin de 2016, plus de 75% des adultes dans la zone prioritaire considéraient que la contribution des projets de stabilisation avait été nulle ou très limitée par rapport à l'amélioration de la situation dans leurs communautés (**Indicateur 1.1\_iii**)<sup>7</sup>. À travers la zone concernée, une majorité écrasante de la population estime négligeable la capacité de l'État congolais à améliorer ses conditions de vie, en particulier en termes économiques, comme la réduction de la pauvreté, ou l'augmentation des opportunités d'emploi. Par contre, les enquêtes révèlent des attitudes significativement plus positives en ce qui concerne les efforts de l'État pour la prévention des violences sexuelles. Entre 2 (à Bwito) et 4 (à Bashali) personnes sur 10 dans la ZP de Kitchanga considèrent la performance de l'État à cet égard comme étant bonne ou meilleure (**Indicateur 1.2 (h)**)

De manière générale, les perceptions de la situation sécuritaire actuelle sont plus positives dans la chefferie de Bashali et ses alentours (Kitchanga 2) qu'à Bwito (Kitchanga 1) ; alors que les attentes d'amélioration (additionnelle) dans les années à venir sont relativement plus faibles.

### **Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1**

Au vu des opinions largement négatives sur les projets de stabilisation précédents, **l'importance de l'approche participative** et des **mécanismes de consultation et de dialogue** de l'ISSSS s'en trouve potentiellement **accrue**. Les projets ISSSS ont l'opportunité d'utiliser leurs phases de démarrage pour construire un appui plus important à l'effort de stabilisation.

### *Observations – Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)*

Les données de référence indiquent des différences considérables en ce qui concerne la **performance des FARDC en matière de protection des civils (Objectif Spécifique 2)** à travers la zone prioritaire de Kitchanga. Alors que les données MONUSCO suggèrent que la Chefferie de Bashali et ses environs (Kitchanga 2) offrent un environnement généralement plus sécurisé qu'à Bwito (Kitchanga 1) (**Indicateurs 2\_i (a), (b), (c)**), environ trois quarts de la population de Bashali considère que la contribution des FARDC à leur sécurité personnelle est 'grande' ou 'très grande', tandis qu'à Bwito ce n'est le cas que pour une personne sur dix (**Indicateur 2\_iii (a)**). Le nombre de personnes déclarant avoir été personnellement aidées par les FARDC au cours de l'année précédente (**Indicateur 2\_ii (a)**) est deux fois plus important à Bashali et environs qu'à Bwito. De manière générale, la population de Bashali ne

<sup>7</sup> La mise en œuvre de l'ISSSS n'avait pas entièrement démarré à cette date. Le début des activités du projet au cours des mois à venir offrira vraisemblablement davantage d'opportunités d'engagement avec la population à Kitchanga et solliciter d'elle l'appui nécessaire.

rapporte pas percevoir une insécurité majeure en rencontrant des patrouilles des FARDC, alors que c'est le cas pour plus de 4 personnes sur 10 à Bwito (*Indicateur 2.1\_ii*).<sup>8</sup>

Les données relatives aux perceptions suggèrent également des différences en termes de possibilités pour la population des deux sous-zones de poursuivre les membres des FARDC en cas d'infractions ou de crimes. A travers Kitchanga, une majorité considère qu'il est possible pour les victimes de crimes commis par les FARDC de déposer une plainte (*Indicateur 2.2.2\_i*). A Bwito (Kitchanga 1), cependant, une partie relativement moins importante de la population déclare que cela est accompagné d'efforts réels de la part des FARDC pour poursuivre les responsables (*Indicateur 2.2.2\_ii*). Une partie plus importante de la population à Bwito s'attend à ce que les membres des FARDC jouissent d'impunité (*Indicateur 2.2.2\_iii*).

### *Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 2*

Le contraste clair au niveau des relations FARDC – populations civiles dans les deux sous-zones de Kitchanga pourrait offrir une opportunité intéressante pour **examiner de plus près les facteurs contribuant à ces différences**. Les données du présent rapport ne peuvent pas informer cette analyse. En principe, toute une série de circonstances pourrait avoir donné lieu aux différences observées, y compris le fait que le programme de SSR (SFCG) compte plusieurs années à son actif à Kitchanga. Une analyse plus poussée des opérations liées à ce programme (ainsi que d'autres facteurs) pourrait aider à mieux comprendre ce qui a fonctionné, ou pas.

### *Observations – Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)*

Les efforts de l'ISSSS en vue d'établir une **présence bénéfique et majeure de l'État congolais 'régulier'** (*Objectif Spécifique 3*) à Kitchanga démarrent dans un contexte d'opinions généralement négatives (mais tout de même variées) sur le rôle de l'État dans la zone prioritaire jusque-là. Les populations des deux sous-zones ne considèrent pas, dans leur ensemble, que les officiers élus aux niveaux provincial et national représentent bien leurs intérêts (*Indicateur 3.2\_i (a) & (b)*). Les opinions exprimées sont également généralement négatives dans les deux sous-zones de Kitchanga par rapport à la capacité de l'État à gérer les questions économiques (*Indicateur 1.2, moyenne des questions économiques*). De plus, une seule personne sur 10 à Kitchanga (et moins que cela dans certains cas) considère l'accès aux services tels que la police, les services administratifs ou le système judiciaire comme étant 'bon' ou 'très bon', alors que de 4 à 5 sur 10 jugent leur accès comme étant 'mauvais' ou pire (*Indicateur 3.1\_i (a-c)*).<sup>9</sup>

Des exceptions significatives à cet égard sont les opinions positives d'une portion importante de la population de Kitchanga par rapport à la capacité de l'État et à sa performance dans des domaines liés à la sécurité et la sûreté. De 3 à 4 personnes sur 10 considèrent que la performance de l'État est bonne et

<sup>8</sup> Il est également intéressant de remarquer qu'un pourcentage plus important de personnes à Bashali et environs (Kitchanga 2) qu'à Bwito (Kitchanga 1) considère les FARDC comme étant le garant principal de la sécurité dans leurs villages (pour plus de détails voir graphe "Triangulation des Indicateurs de 'Performance des FARDC en matière de Protection des Civils'" dans le fichier de données relatif à Kitchanga, disponible sur demande).

<sup>9</sup> Les opinions quant à l'accès aux services administratifs et de police semblent relativement meilleures à Bashali et environs qu'à Bwito ; cependant, les différences dans les résultats des enquêtes sont trop petites pour être statistiquement significatives, prenant en compte la marge d'erreur de +/- 5% dans les enquêtes d'HHI.

meilleure lorsqu'il s'agit de prévenir les violences sexuelles (**Indicateur 1.2 (h)**). Ces opinions positives prévalent particulièrement à Bashali (Kitchanga 2), et s'étendent au rôle de l'État dans la garantie de la sécurité de manière générale : de 2 à 3 personnes sur 10 dans la sous-zone considèrent que l'État gère 'bien' ou 'très bien' cet aspect (**Indicateur 1.2 (g)**).

Enfin, dans les deux sous-zones de Kitchanga, les perceptions au sujet des autorités locales au niveau de la Chefferie sont nettement plus positives qu'au sujet des autorités provinciales ou nationales. De 20 à 40% des adultes considèrent que leurs intérêts sont 'bien' ou 'très bien' représentés à ce niveau (**Indicateur 3.2\_i**). Il est cependant important de procéder avec caution dans l'interprétation de ces données, car il n'est pas clair à ce stade si ce soutien traverse les groupes ethniques ou s'il se limite essentiellement aux membres du groupe détenant les postes d'autorité localement.

### **Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3**

Les opinions négatives de la population de Kitchanga sur le rôle de l'État dans la gestion de la plupart des secteurs (la sécurité étant une exception, voir ci-dessous) soulignent l'**importance de ne pas aborder la performance de l'État exclusivement au niveau local**. La conception de l'ISSSS prend ceci en compte, c'est-à-dire que réaliser l'objectif de renforcement du rôle de l'État congolais localement dépend des actions, priorités et structures des parties prenantes (individus et organisations) aux niveaux national et provincial. Concrètement, ceci veut dire que **l'établissement d'un cadre administratif, légal, financier et régulateur national cohérent pour la gouvernance locale (Résultat Global 3.3)** nécessite peut-être d'une intervention renforcée dans les projets futurs ou le travail de 'bons offices' de l'UAS.

### **Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 3**

- 1) Les données de suivi pour le Pilier 3 confirment qu'il serait utile d'analyser les **facteurs contribuant à des opinions relativement positives du rôle de l'État dans la gestion de questions liées à la sécurité et la sûreté**, en particulier dans la Chefferie de Bashali et ses environs (Kitchanga 2). De nouveau, les données du présent rapport ne permettent pas une étude plus approfondie, mais indiquent certainement des pistes possibles. Par exemple, environ 1 à 2 adultes sur 10 dans la population de Kitchanga considèrent la police nationale (PNC) comme étant le garant principal de sécurité dans leurs communautés<sup>10</sup>. Si ces chiffres restent faibles, ils sont néanmoins nettement plus élevés qu'à Ruzizi ou Sud Irumu<sup>11</sup>. Les causes de ces différences pourraient être analysées dans les rapports à venir<sup>12</sup>.
- 2) Il est important d'analyser les données de perception (ex. sur l'Indicateur 3.2\_i ci-dessus : représentation des intérêts par les autorités locales) aussi **à travers le prisme de l'affiliation ethnique**, afin d'évaluer la mesure dans laquelle le soutien traverse les divisions ethniques. Ces données sont en principe disponibles à travers le projet conjoint PNUD-MONUSCO, mais n'avaient pas encore été partagées avec l'UAS au moment de la rédaction du présent rapport.

<sup>10</sup> Voir "Triangulation des Indicateurs de 'Performance des FARDC Performance en matière de PdC'" dans le fichier de données de Kitchanga, disponible sur demande.

<sup>11</sup> Voir "Triangulation des Indicateurs de 'Performance des FARDC Performance en matière de PdC'" dans le fichier de données de Sud Irumu et Ruzizi, disponible sur demande.

<sup>12</sup> Voir aussi les Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs pour le Pilier 2 ci-dessus.

L'établissement d'un **flux plus équitable de ressources socio-économiques (Objectif Spécifique 4)** part d'un niveau bas à Kitchanga. Environ la moitié de la population n'avait pas de revenu mensuel régulier (**Indicateur 4\_i**) au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2016. Le travail rémunéré joue un rôle très limité dans l'économie locale (**Indicateur 4.2.5\_i**). De 80 à 90% des ménages à Kitchanga dépendent d'activités économiques traditionnelles, comme l'agriculture et l'élevage, la pêche et la chasse (**Indicateur 4\_ii**).

Les données suggèrent des similitudes, mais aussi des différences considérables entre les deux sous-zones de Kitchanga dans certains facteurs facilitant le redressement économique. L'accès au crédit est extrêmement faible dans toute la zone prioritaire (**Indicateur 4.2.5\_i**). Cependant, à Bashali et environs (Kitchanga 2) une part relativement plus importante d'adultes (à peu près 5 sur 10) trouvent leur accès à la terre et aux marchés 'bon' ou 'meilleur'. A Bwito, par contre, c'est uniquement le cas pour 1 à 2 adultes sur 10. De 60 à 70% des adultes lamentent un 'mauvais' ou 'très mauvais' accès à la terre<sup>13</sup>, et 40% aux marchés (**Indicateurs 4.2.1\_iv et 4.2.2\_ii**).

A Bashali (Kitchanga 2), les relations sociales paraissent plus strictement définies le long des divisions ethniques par rapport à Bwito (Kitchanga 1). Dans les deux sous-zones, tous sauf une petite minorité semblent satisfaits de liens sociaux relativement faibles avec d'autres groupes ethniques, par exemple lors d'événements culturels, ou religieux (**Indicateur 4.3\_i (a, b)**). A Bwito, cette disponibilité à traverser les divisions ethniques demeure fondamentalement inchangée même dans le cas de liens plus forts, plus personnels et s'inscrivant dans la durée, comme dans le cas de mariages. Par contre, à Bashali la part d'adultes se déclarant à l'aise avec ces relations sociales interethniques baisse partiellement : de 9 sur 10 adultes à entre 7 et 8 sur 10 (**Indicateur 4.3\_i (d)**). Les adultes à Bashali ont également une probabilité plus faible qu'à Bwito d'entretenir une 'bonne' ou 'très bonne' relation avec des personnes appartenant à un autre groupe ethnique. Les différences en termes d'affiliation ethnique réduisent de manière significative les chances de relations sociales 'bonnes' ou 'très bonnes' parmi la population de Bashali, alors que c'est moins le cas à Bwito (Indicateur 4.3.2\_i (d)).

#### Considérations possibles pour la programmation – Pilier 4

Les données de référence suggèrent un possible besoin d'explorer les opportunités **d'amélioration des opportunités de revenu en cash** à court terme (**Résultat Intermédiaires 4.1.1**) ; et d'aider à **améliorer les conditions pour la reprise économique à Kitchanga** à moyen/long terme, par exemple afin de favoriser le faible **accès au crédit (Résultat Intermédiaire 4.2.3)**, des opportunités de formation et, enfin, des **emplois rémunérés (Résultat Intermédiaire 4.2.5)**.

#### Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 4

A travers les deux sous-zones de Kitchanga, les projets de stabilisation semblent rencontrer **des conditions et des dynamiques fort différentes** dans leurs efforts pour améliorer un accès équitable à la

<sup>13</sup> Tout comme pour les chiffres relatifs à la qualité de représentation des intérêts par les autorités locales, les données de ce rapport ne permettent pas d'établir clairement les facteurs contribuant à un accès à la terre relativement meilleur à Bashali. Cette question pourra être examinée plus en profondeur si et quand les données plus détaillées du projet conjoint PNUD-MONUSCO seront partagées avec l'UAS.

terre. Il serait intéressant pour l'UAS et la Cellule de Suivi et Evaluation de se rapprocher des projets pertinents pour comprendre toute variation dans l'approche utilisée afin de répondre de manière appropriée à ces différences.

#### *Observations – Pilier 5 (Prévention des VSBG)*

Les efforts de l'ISSSS afin de réduire les **niveaux de VSBG (Objectif Spécifique 5)** ont démarré dans des conditions variables dans la zone prioritaire de Kitchanga. Des niveaux plus faibles de crimes contre les civils à Kitchanga 2 (Bashali et environs) par rapport à Bwito (Kitchanga 1) (**voir Indicateur 2\_i**) coïncident avec un nombre relativement plus faible de personnes dans le premier cas qui déclarent connaître un survivant de violences sexuelles (**Indicateur 5\_iii (a, b)**).<sup>14</sup> D'autre part, les attitudes envers les genres et les violences sexuelles sont plus traditionnelles à Bashali qu'à Bwito. Une portion mineure de la population à Bashali considère le consentement entre partenaires comme étant 'toujours nécessaire' avant une relation sexuelle<sup>15</sup> (**Indicateur 5.1\_i (a)**). Environ 40% de la population à Bashali considère que les cas de violence sexuelle sont mieux résolus 'dans la famille', sans implication des autorités. C'est le cas pour 30% de la population à Bwito (**Indicateur 5.1\_i (d)**)<sup>16</sup>.

Les données de référence indiquent de possibles légères améliorations dans les relations entre population civile et forces de sécurité (en particulier avec la Police) au cours de l'année écoulée. Néanmoins, les hommes ont plus de chances de rapporter de telles améliorations que les femmes (**Indicateur 5.2\_iv**). Les hommes à Kitchanga ont aussi plus de probabilités que les femmes de savoir comment accéder aux services de soutien aux victimes de VSBG (**Indicateur 5.3.3\_v**).

#### *Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5*

Les données de référence suggèrent que la **relation entre forces de sécurité et population civile**, ainsi que **l'accès aux services pour les victimes de VSBG** restent précaires, ce qui laisse penser qu'il pourrait être important de prendre en considération la possibilité d'étendre le soutien de l'ISSSS, tout en prenant particulièrement en compte la perception des femmes sur l'accès aux services ainsi que leur relation avec ceux chargés de garantir leur sécurité (**Résultat Globaux 5.2 et 5.3**).

#### *Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 5*

Les données à Bashali (Kitchanga 2) sur les cas de VSBG et les normes de genre présentent en apparence un paradoxe, étant donné que des statistiques relativement moins négatives sur les VSBG coïncident avec des attitudes plus traditionnelles envers les femmes, leur place dans la société et leurs relations. Il

<sup>14</sup> Il est très probable que les deux sources de données sous-estiment le nombre réel de cas de violence sexuelle. La base de données MONUSCO (section Force) rapporte 1 cas de VS au cours des six mois de juillet à décembre 2016 dans toute la zone prioritaire de Kitchanga. Des données additionnelles (comme celles de JHRO) devraient être disponibles pour le prochain rapport, et permettront une meilleure triangulation à travers les sources.

<sup>15</sup> Environ 6 personnes sur 10 à Bashali, contre 8 sur 10 à Bwito.

<sup>16</sup> Il peut y avoir une multitude de raisons derrière cette contradiction apparente, y compris la possibilité que des valeurs plus traditionnelles rendent l'identification de VS moins probable, ou que les victimes se déclarent moins facilement.

pourrait être utile d'analyser comment ces variables se combinent à Kitchanga et si cela a des implications pour la programmation future.

## Annexe III - Zone Prioritaire de Ruzizi, Province du Sud-Kivu

### Liste des Acronymes

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l' Homme
Cellule S&E	Cellule de Suivi et Evaluation ( <i>M&amp;E Cell</i> )
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale ( <i>CISPE</i> )
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit ( <i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development, FARM</i> )
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
IA	International Alert
IDP	Déplacés Internes ( <i>Internally Displaced Persons</i> )
ISSSS	Stratégie Internationale de Soutien à la Stabilisation et à la Sécurité
MONUSCO	Mission de l' ONU pour la Stabilisation du Congo
NK	Nord-Kivu
O.G.	Objectif Global
OIM	Organisation International pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
O.S.	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
R.G.	Résultat Global
R.I.	Résultat Intermédiaire
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire ( <i>Lobi Mokolo Ya Sika</i> )
UAS	Unité d' Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

## 1 Présentation de l'Annexe III – Plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu)

Cette annexe présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Ruzizi pour la période couvrant le deuxième semestre de l'année 2017 et le premier trimestre de l'année 2018 (Section 0). Cette projection vise à assurer la prise en compte dans notre cartographie des projets actuellement « en cours de développement » (par exemple, dans leur phase préliminaire, ou dans les étapes finales de leur phase de conception), mais dont le démarrage et la mise en œuvre sont prévus pour dans un avenir proche.

Elle donne également un aperçu succinct des données de base ISSSS dans la ZP de Ruzizi, couvrant la période de juin/juillet à décembre 2016 (Section 3)<sup>1</sup>. Cette période est en effet la première pour laquelle des données de suivi complètes ont été rendues disponibles. Ces données constituent donc une base de référence à laquelle les résultats de futures collectes des données seront comparés<sup>2</sup>.

Enfin, la présente annexe offre un ensemble d'observations provisoires et préliminaire sur les données constituant la base de référence pour l'ISSSS, notamment (mais non exclusivement) pour les projets de stabilisation actuellement mis en œuvre ou planifiés dans la ZP de Ruzizi (Section **Error! Reference source not found.**). Il est cependant important de noter que ces observations ne sont absolument pas à considérer comme étant définitive, finales ou à accepter telles quelles. Au contraire, elles visent à aider et informer les parties prenantes dans la poursuite du débat sur les tendances et les options de programmation dans la ZP. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage.

<sup>1</sup> Une présentation plus détaillée et illustrée des données de cette période pour la ZP de Kitchanga est fournie dans le “fichier de données de Kitchanga” , disponible sur demande.

<sup>2</sup> Ce rapport devait à l'origine être publié déjà en mars/avril 2017, avec un délai de trois mois seulement depuis la fin de la période de rapportage. Cependant, une partie des données sur lesquelles se base ce rapport n'a été rendue disponible que vers fin mai/début juin 2017, retardant donc la date de publication.

## 2 État de la programmation ISSSS - ZP Plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu)

Cette section présente un aperçu de l'état de la programmation ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Ruzizi :

- Une **brève description des différents programmes et interventions** actuellement mis en oeuvre dans la ZP de Ruzizi sous l'ombrelle de l'ISSSS, c'est-à-dire des programmes et interventions financés soit par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), soit par des accords bilatéraux (*programmes alignés*) ;
- Un aperçu de la **couverture par ces interventions des résultats de l'ISSSS**, par pilier thématique, et des observations provisoires sur la mesure dans laquelle tous les éléments nécessaires sont pris en compte ;
- Une revue légèrement plus approfondie de **l'état de la programmation ISSSS par pilier**, sur la base de l'état d'avancement des projets ISSSS en juin/juillet 2017, ainsi que quelques réflexions additionnelles sur les implications pour la mise en oeuvre de la stratégie au cours des mois à venir.

### *Aperçu des interventions ISSSS dans la zone prioritaire de Kitchanga*

Le Tableau 1 énumère les projets actuellement mis en oeuvre, ou programmés pour les mois à venir, dans le cadre de l'ISSSS dans la zone prioritaire de Kitchanga. Pour chacun, le tableau présente les informations relatives aux *organisations lead* respectives, la période prévue de mise en oeuvre, ainsi que les aires thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

Tableau 1 : Aperçu des interventions à Kitchanga associées à l'ISSSS (alignées et FCS)

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en oeuvre	Aire(s) thématique(s)
FCS	Construisons ensemble pour la Paix (International Alert)	Juillet 2017 - juin 2019	Promotion d'un processus de dialogue inclusif pour affronter les causes premières des conflits, consolider la paix et créer les conditions pour des institutions stables et la relance économique dans la zone du projet
Alignées	Lobi Mokolo Ya Sika (Réforme du Secteur Sécuritaire (SSR)) (Phase 4; Extension) (SFCG)	Mai 2017	Connaissance et conscience accrues, de la part des forces de sécurité congolaises et des civils, de leurs droits, rôles et responsabilités mutuelles, afin d'améliorer leurs relations et construire la confiance.
	Expanding Community Resilience to Violence à Ruzizi et Fizi (Peace Direct)	Juillet 2017 - juin 2019	Sur la base du concept de Réintégration Basée sur la Communauté (CBR), l'objectif est de créer des opportunités économiques pour les plus vulnérables qui contribuent au développement durable et à la paix
	Maji ya Amani Program (IRC, SFCG, ZOA) (Alignable)	Mai 2017 - février 2021	Réduction du conflit entre groupes ethniques en compétition et accroissement de la stabilité à Ruzizi à travers un accès facilité et plus équitable à la terre et à l'eau pour les ménages et l'agriculture, et amélioration de la gouvernance autour de la gestion de ces ressources

Considérés dans leur ensemble, les projets mentionnés dans le Tableau 1 répondent aux cinq piliers de l'ISSSS, avec différents niveaux d'intensité :

Actuellement, la couverture par projets des Pilier 1 (Dialogue Démocratique), 2 (performance des FARDC FARDC en matière de PdC) et 4 (Résilience Socio-économique) **est relativement bien avancée**, dans le sens où plus de la moitié des résultats composant chacun de ces piliers sont couverts par au moins un projet (voir La Figure 1 ci-dessous illustre de manière plus détaillée les résultats adressés par un ou plusieurs projet(s) ISSSS dans la ZP de Ruzizi, que ce soit actuellement ou dans un futur proche. Les dimensions des cercles indiquent le nombre de projets couvrant chaque résultat (voir légende en dessous de la figure), tandis que les résultats indiqués en rouge ne sont à ce jour pas du tout couverts.

- Figure 1).
- La couverture par projets des Piliers 3 (Restauration de l'Autorité de l'État) et 5 (Prévention des VSBG) **est encore en cours de développement** à Ruzizi, c'est-à-dire que moins de la moitié des résultats de chacun de ces piliers sont actuellement couverts par au moins un projet.

Le Tableau 2 donne un aperçu de l'état de la programmation, par pilier thématique, dans la ZP de Ruzizi.

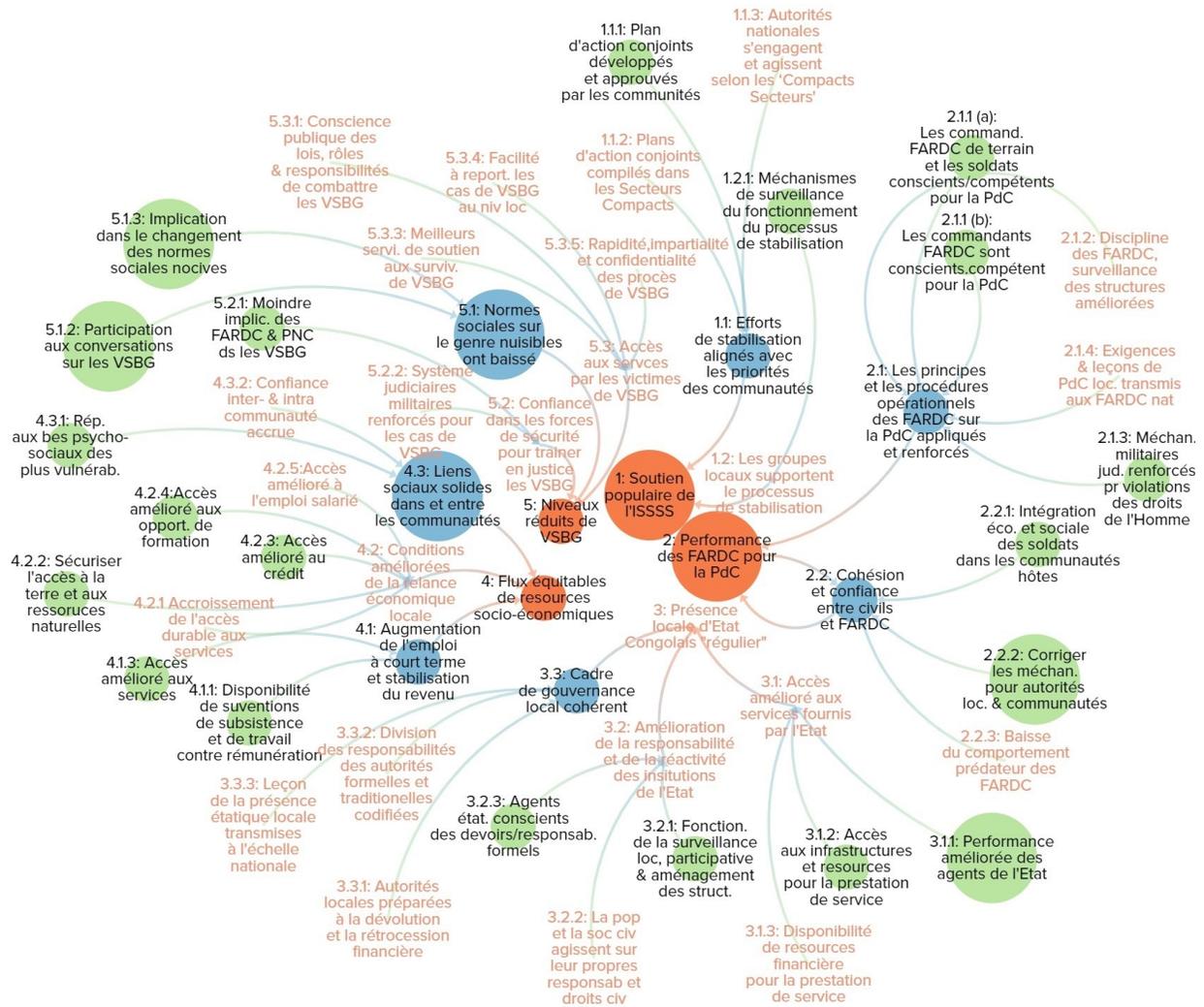
Tableau 2 : État de la programmation dans la zone prioritaire de Ruzizi (Sud-Kivu), tous les programmes, juillet 2017

Pilier	Contribution visée à la mise en œuvre de l' ISSSS	Couverture du cadre de résultats ISSSS <sup>3</sup>
Pilier 1	<i>Création d' un dialogue (démocratique) participatif et inclusif pour assurer un processus politique et communautaire de transformation des conflits ciblés</i>	Avancée
Pilier 2	<i>Amélioration de la performance des FARDC dans la PdC et des relations communautaires - FARDC</i>	Avancée
Pilier 3	<i>Accroissement du rôle (bénéfique) et de la présence de l'État congolais (en particulier des autorités locales) dans les zones prioritaires</i>	En cours de développement
Pilier 4	<i>Augmentation du flux équitable de ressources vers les populations à risque (femmes, hommes, filles et garçons), et de la cohérence en leur sein, en particulier en ce qui concerne les déplacés et les populations de retour</i>	Avancée
Pilier 5	<i>Assurance que les réformes du secteur sécuritaire (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités étatiques au niveau local (Pilier 3) prennent suffisamment en compte la lutte aux VSBG, en tant que symptôme et facteur de conflit dans les zones prioritaires</i>	En cours de développement

La Figure 1 ci-dessous illustre de manière plus détaillée les résultats adressés par un ou plusieurs projet(s) ISSSS dans la ZP de Ruzizi, que ce soit actuellement ou dans un futur proche. Les dimensions des cercles indiquent le nombre de projets couvrant chaque résultat (voir légende en dessous de la figure), tandis que les résultats indiqués en rouge ne sont à ce jour pas du tout couverts.

<sup>3</sup> **Complète** : Tous les résultats de l'ISSSS sont couverts par des projets ; **Avancée** : La plupart des résultats sont couverts par des projets ; **En cours de développement** : une minorité de résultats sont couverts par les projets.

Figure 1 : Aperçu de la programmation dans la zone prioritaire de Ruzizi (Sud-Kivu), tous les programmes, 2<sup>ème</sup> semestre 2017



Légende : Grand cercle : 2 projets ; petit cercle : 1 projet ; en rouge : non couvert

### Programmation pour le Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Le projet FCS à Ruzizi se prépare à faciliter le Dialogue Démocratique au niveau communautaire afin de cadrer le soutien à la stabilisation qui s'en suivra à travers les secteurs. Ce projet prévoit aussi plusieurs activités destinées à faciliter l'appropriation et l'appui des autorités provinciales (Sud-Kivu) et nationales pour les processus locaux de stabilisation. En outre, l'UAS est engagée avec le Gouvernement provincial dans le développement d'un Compact, dans le cadre de ses responsabilités pour les 'bons offices'.

Dans le contexte politique actuel en RDC, des facteurs issus de la matrice de risques de l'ISSSS, comme par exemple l'obstruction et d'autres obstacles provenant des autorités nationales, provinciales (et autres) devraient être considérés comme détracteurs probables du processus de Dialogue Démocratique à court et moyen terme. Cela peut en effet potentiellement générer le scepticisme envers le processus au sein des communautés.

Le Tableau 3 ci-dessous présente une section du pilier 1 dans le cadre logique de l'ISSSS, et associe à chaque résultat (résultats globaux, RG, et résultats intermédiaires, RI) les projets mis en oeuvre et planifiés qui y contribuent.

Tableau 3 : Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 1</b>	<b>Soutien à l' ISSSS au niveau communautaire</b>	
<b>R.G. 1.1</b>	<b>Processus locaux de stabilisation alignés sur les priorités des communautés</b>	(FCS): Ruzizi
R.I. 1.1.1	Plans d' action conjoints développés et approuvés par les communautés	
R.I. 1.1.2	Plans d' action conjoints rassemblés dans les conventions sectorielles	Non couvert
R.I. 1.1.3	Autorités nationales engagées et agissant sur la base des conventions sectorielles	(FCS) Ruzizi
<b>R.G. 1.2</b>	<b>Soutien maintenu des communautés pour la stabilisation</b>	Non couvert
R.I. 1.2.1	Mécanismes de supervision établis et fonctionnels	(FCS): Ruzizi

### Programmation sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC))

La portée du soutien au Pilier 2 à Ruzizi, à travers le projet financé par le FCS et le projet 'SSR' mené par *Search for Common Ground* (SFCG), vise une meilleure application des procédures et principes opérationnels en matière de PdC (SSR), ainsi qu'une amélioration des relations entre les forces de sécurité (PNC, FARDC) et les communautés (FCS-Ruzizi et SSR).

Aujourd'hui, la programmation sous le Pilier 2 à Ruzizi n'aborde pas encore clairement les structures de motivation internes aux FARDC (ou à la PNC - voir Pilier 3) qui influencent le comportement des soldats et des commandants envers la population civile. Les projets ne ciblent pas non plus l'intégration des leçons tirées localement dans l'agenda des politiques nationales (ex. Réforme du Secteur de la Sécurité) (voir Résultats Intermédiaires 2.1.2 et 2.1.4 ci-dessous).

Au vu des lacunes actuelles dans la portée du soutien donné par les projets, plusieurs facteurs identifiés dans la matrice de risques de l'ISSSS provenant de l'organisation-même des FARDC, par exemple les liens entre soldats et groupes armés, les mauvaises paies et conditions de vie, la maltraitance fréquente

des soldats peuvent contraster les efforts des programmes pour intégrer une plus grande conscience de la PdC et améliorer les relations entre FARDC et communautés.

Le Tableau 4 ci-dessous présente une section du Pilier 2 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets qui contribuent à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats pour lesquels aucune intervention n'est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

Tableau 4 : Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 2</b>	<b>Performance des FARDC en matière de PdC</b>	
<b>R.G.2.1</b>	<b>Principes et procédures opérationnels des FARDC pour la PdC appliqués et respectés</b>	
R.I. 2.1.1 (a)	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants déployés des FARDC et leurs unités en matière de PdC	(A): SSR
R.I. 2.1.1 (b)	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants des FARDC en matière de PdC	
R.I. 2.1.2	Structures internes disciplinaires, de supervision et de motivation des FARDC renforcées et alignées sur la PdC	Non couvert
R.I. 2.1.3	Mécanismes judiciaires militaires renforcés pour les violations des droits de l' homme (DH)	(A): SSR
R.I. 2.1.4	Leçons tirées de l' expérience et exigences de ressources pour la PdC communiquées au commandement national des FARDC	Non couvert
<b>R.G. 2.2</b>	<b>Cohésion et confiance accrues entre populations civiles et FARDC</b>	(FCS): Ruzizi
R.I. 2.2.1	Intégration sociale et économique des soldats au sein des communautés hôtes	(A): SSR
R.I. 2.2.2	Mécanismes de réparation améliorés pour les autorités locales et les communautés	(FCS): Ruzizi (A): SSR
R.I. 2.2.3	Comportement amélioré des FARDC (moins prédateur et mercantiliste)	Non couvert

### Programmation sous le Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

La programmation actuelle sous le Pilier 3 à Ruzizi vise à mieux former les agents de l'État (dans la gestion des terres, et la sécurité (PNC)) et à fournir l'infrastructure et les ressources (gestion des terres) afin de contribuer à améliorer l'accès à ces services, ainsi que leur qualité. Les projets prévoient aussi actuellement un appui à la sensibilisation des agents étatiques au sujet de leurs propres rôles et responsabilités professionnels (en matière de sécurité) et de renforcer les capacités de supervision et planification participative (dans les secteurs de la gestion des terres et de la sécurité), dans le but d'améliorer la redevabilité et la réactivité de l'État envers ses citoyens. Le projet FCS planifie également d'utiliser les leçons tirées de son travail à échelle locale sur les questions liées à la terre pour tenter de renseigner le développement d'un cadre national de gestion et gouvernance des terres.

La programmation sous le Pilier 3 à Ruzizi n'aborde pas pour le moment les ressources financières limitées à disposition des autorités locales/ETDs afin d'étendre et améliorer la fourniture de services en tant que prérequis clé pour un meilleur accès aux services. Les liens entre efforts locaux et réformes nationales ne sont pas non plus encore clairement abordés dans le secteur de la sécurité<sup>4</sup>.

Dans le contexte politique national actuel, certains risques identifiés dans la matrice de risques de l'ISSSS, comme par exemple la centralisation du pouvoir, associée à l'obstructionnisme et le manque de

<sup>4</sup> Les partenaires sont en train de préparer un atelier visant à aligner les activités du projet dans le secteur de la sécurité à l'approche sécuritaire nationale.

réformes (y compris dans le secteur financier, des paies) affecteront probablement le travail de l'ISSSS et des projets associés.

Le Tableau 5 ci-dessous présente une section du pilier 3 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets qui contribuent à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats pour lesquels aucune intervention n'est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

Tableau 5: Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 3</b>	<b>Rôle et présence bénéfiques de l' État congolais « régulier » accrus dans la gouvernance locale</b>	
<b>R.G. 3.1</b>	<b>Accès aux services pertinents de l' État amélioré</b>	Non couvert
R.I. 3.1.1	Performance améliorée des agents de l' État dans la fourniture de services	(FCS): Ruzizi (A): SSR
R.I. 3.1.2	Disponibilité/accès accrus aux infrastructures physiques etc. pour la fourniture des services	(FCS): Ruzizi
R.I. 3.1.3	Disponibilité accrue de ressources financières pour une fourniture de services viable	Non couvert
<b>R.G. 3.2</b>	<b>Reddition de comptes et réactivité des institutions étatiques améliorées</b>	Non couvert
R.I. 3.2.1	Structures de supervision et de planification participatives locales établies et opérationnelles	(FCS): Ruzizi
R.I. 3.2.2	Population locale et société civile agissant sur la base de leurs propres responsabilités et droits vis-à-vis des autorités locales	Non couvert
R.I. 3.2.3	Conscience des agents de l' État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption	(A): SSR
<b>R.G. 3.3</b>	<b>Cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale mis en place</b>	(FCS): Ruzizi
R.I. 3.3.1	Autorités locales/ ETDs préparées à la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances	Non couvert
R.I. 3.3.2	Division des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles codifiée	Non couvert
R.I. 3.3.3	Leçons tirées pour une présence locale accrue de l' État prises en compte par les autorités nationales	Non couvert

#### Programmation sous le Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

La programmation actuelle sous le Pilier 4 à Ruzizi couvre la plupart des résultats liés à la stabilisation à court terme des revenus, à la relance économique à moyen/long terme, ainsi qu'à la cohésion sociale entre et parmi les communautés. L'intention de l'ISSSS d'accroître la disponibilité d'opportunités d'emploi rémunéré à Ruzizi (Résultat Intermédiaire 4.2.5) n'est pas encore réfléchi dans des projets.

La programmation de stabilisation à Ruzizi est potentiellement vulnérable à plusieurs facteurs de risque présentés dans la matrice de risques de l'ISSSS, comme par exemple les doutes sur les inégalités perçues en matière de distribution des ressources, ou les vulnérabilités générées par les incidents de sécurité (ex. Influence sur l'accès aux marchés), ou des chocs macro-économiques.

Le Tableau 6 ci-dessous présente une section du pilier 4 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets contribuant à ses R.G. et R.I. Il indique aussi les résultats qui ne sont pas planifiés ou pris en compte dans les interventions actuelles.

Tableau 6 : Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 4</b>	<b>Flux équitable des ressources (opportunités génératrices de revenus et économiques ; appui socio-économique)</b>	
<b>R.G. 4.1</b>	<b>Participation accrue aux mécanismes pour l'emploi et stabilisation des revenus à court terme</b>	(A): Peace Direct
R.I. 4.1.1	Disponibilité accrue de subventions pour moyens de subsistance et de démarrage, et de mécanismes "argent-contre-travail"	(FCS): Ruzizi
R.I. 4.1.3	Accès amélioré aux services	(FCS): Ruzizi
<b>R.G. 4.2</b>	<b>Conditions plus favorables pour le redressement économique local</b>	Non couvert
R.I. 4.2.1	Accès accru et maintenu aux marchés	Non couvert
R.I. 4.2.2	Accès amélioré et sécurisé à la terre et aux ressources naturelles	(FCS): Ruzizi
R.I. 4.2.3	Accès maintenu et accru au crédit (tous les groupes)	(A): Peace Direct
R.I. 4.2.4	Accès amélioré aux opportunités de formation	Non couvert
R.I. 4.2.5	Accès amélioré à des emplois rémunérés	(FCS): Ruzizi (A): Peace Direct
<b>R.G. 4.3</b>	<b>Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés</b>	(FCS): Ruzizi
R.I. 4.3.1	Besoins psycho-sociaux des groupes vulnérables/marginalisés de la communauté adressés	Non couvert
R.I. 4.3.2	Confiance accrue inter- et intracommunautaire	(A): Peace Direct

#### Programmation sous le Pilier 5 (Prévention des Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG))

La programmation actuellement prévue sous le Pilier 5 à Ruzizi est focalisée sur le changement des normes liées au genre et aux VSBG, en utilisant le dialogue et des campagnes de sensibilisation, mais aussi (dans le cas du programme FCS) le développement d'un plan d'action sur le genre destiné à orienter la planification d'activités spécifiques. Au-delà de cela, un programme (SSR) travaille directement avec les agents de sécurité sur la sensibilisation au sujet du genre et des VSBG dans le but de réduire les cas de VSBG commis par la PNC et les FARDC.

Plusieurs composantes du Pilier 5 ne sont pas abordées du tout à ce jour. Entre autres, les résultats visant à travailler directement avec le système judiciaire et d'autres garants de services en vue d'assurer un accès approprié pour les victimes/survivants de cas de VSBG au système judiciaire, à améliorer la qualité des procédures judiciaires, et à rendre d'autres services de soutien disponibles aux victimes et leurs familles. Ces résultats incluent dans une certaine mesure le système judiciaire militaire et les cours civiles.

La programmation sous le Pilier 5 visant à changer les normes fait face à une culture solidement ancrée d'impunité parmi les services de sécurité autour des VSBG. La réalisation de changements de normes et culturels peut être aussi compliquée par le fait que les projets ISSSS à ce jour ne comptent pas aborder les structures de motivation internes qui peuvent mener les soldats des FARDC à maintenir des liens avec les groupes armés et à modifier leur allégeance de manière opportuniste (voir les observations pour le Pilier 2 à Ruzizi).

Le Tableau 7 ci-dessous présente une section du pilier 5 dans le cadre logique de l'ISSSS, et montre les projets contribuant à ses R.G. et R.I., ainsi que les résultats pour lesquels aucune intervention n'est actuellement mise en œuvre ou planifiée.

Tableau 7: Panorama des programmes ISSSS à Kitchanga, Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)

Objectif / résultat		Projets/programmes associés
<b>O.S. 5</b>	<b>Niveau de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) réduit</b>	
<b>R.G. 5.1</b>	<b>Normes sociales/de genre (VSBG) nocives réduites</b>	
R.I. 5.1.2	Participation active et significative au dialogue sur les VSBG	(FCS): Ruzizi (A): Peace Direct
R.I. 5.1.3	Implication accrue dans la transformation positive des normes nocives sociales/de genre	
<b>R.G. 5.2</b>	<b>Confiance accrue envers les forces de sécurité vis-à-vis des poursuites en cas d'incidents de VSBG (commis par FARDC et PNC)</b>	Non couvert
R.I. 5.2.1	Implication réduite des acteurs du secteur sécuritaire (FARDC et PNC) dans les cas de VSBG	(A): SSR
R.I. 5.2.2	Systèmes judiciaires militaires renforcés utilisés pour la poursuite des cas de VSBG	Non couvert
<b>R.G. 5.3</b>	<b>Accès amélioré aux services judiciaires et de soutien pour les survivants de VSBG</b>	Non couvert
R.I. 5.3.1	Conscience publique accrue des lois et normes pour la lutte contre les VSBG, ainsi que des rôles et responsabilités des agents pertinents	Non couvert
R.I. 5.3.3	Services de soutien pour les survivants de VSBG améliorés	Non couvert
R.I. 5.3.4	Procédures pour dénoncer des cas de VSBG facilitées au niveau local	Non couvert
R.I. 5.3.5	Vitesse, impartialité et confidentialité des procès pour VSBG améliorées	Non couvert

### 3 Données sur les Résultats de l'ISSSS – ZP de Ruzizi

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative pour les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette première phase de rapportage. Une présentation plus détaillée, exhaustive et visuelle des données se trouve dans un fichier à part, dédié à la zone prioritaire de Ruzizi et disponible sur demande.

Tableau 8 : Données sur les Résultats ISSSS - Ruzizi, Piliers 1 à 3, juin à décembre 2016

Indicateur	Lieu / Période								
	Ruzizi		Ruzizi 1		Ruzizi 2		Ruzizi 3		
	juin 2016	déc 2016	juin 2016	déc 2016	juin 2016	déc 2016	juin 2016	déc 2016	
<b>Pilier 1 (Dialogue Démocratique)</b>	Indicateur 1_iii: % d'hommes/femmes déclarant que leurs villages/quartiers sont très/extrêmement paisibles	13%	12%	14%	13%	4%	0%	19%	18%
	Indicateur 1_iv: % de femmes /hommes s'attendant à ce que leurs villages/quartiers deviennent très/beaucoup plus paisibles dans 1 an	17%	19%	18%	29%	8%	1%	21%	21%
	Indicateur 1.1_iii: % d'hommes/femmes affirmant que les projets de consolidation de la paix sont "très bons" ou "extrêmement bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents de leur zone	3%	8%	4%	13%	5%	7%	2%	4%
	Indicateur 1.2: % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne)	9%	11%	10%	15%	3%	5%	12%	12%
	Indicateur 1.2 (Moy. Sécurité): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour sécurité et sûreté)	16%	20%	18%	28%	5%	10%	22%	20%
	Indicateur 1.2 (Moy. Economique): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour questions économiques)	2%	2%	2%	2%	0%	0%	3%	3%
	1.2 (a): Etablissement de la paix en RDC Orientale	14%	16%	12%	24%	0%	10%	25%	12%
	1.2 (b): Réduction de la pauvreté	2%	1%	1%	1%	0%	0%	3%	2%
	1.2 (c): Augmentation de l'emploi	1%	2%	1%	1%	0%	0%	2%	4%
	1.2 (d): Lutte contre la corruption	2%	3%	1%	3%	0%	0%	3%	4%
	1.2 (e): Unification des différents groupes ethniques	17%	17%	19%	24%	7%	12%	20%	14%
	1.2 (f): Amélioration de la vie des Congolais	2%	2%	3%	3%	0%	0%	4%	2%
1.2 (g): Assurance de la sécurité	12%	12%	13%	17%	1%	1%	18%	16%	
1.2 (h): Lutte contre les violences sexuelles	22%	37%	27%	46%	11%	19%	25%	41%	
<b>Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PaC)</b>	Indicateur 2_i (a): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par les groupes armés contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	0 incidents		0 incidents		0 incidents		0 incidents	
	Indicateur 2_i (b): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par les FARDC contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	0 incidents		0 incidents		0 incidents		0 incidents	
	Indicateur 2_i (c): Nombre d'incidents rapportés dans les ZP et perpétrés par des inconnus contre femmes, jeunes filles, jeunes hommes et hommes	2 incidents		1 incident		1 incident		0 incidents	
	Indicateur 2_ii (a): % de femmes et hommes rapportant avoir été personnellement aidés par les FARDC durant l'année écoulée	7%	4%	8%	7%	0%	0%	9%	4%
	Indicateur 2_iii (a): % d'hommes/femmes (là où sont déployées les FARDC) pensant que les FARDC contribuent "fortement" ou "très fortement" à leur sécurité	11%	13%	19%	20%	0%	0%	10%	15%
	Indicateur 2.1_ii: % de femmes et hommes rapportant que la présence des FARDC leur procure un sentiment d'insécurité (& triangulation)	21%	14%	17%	5%	25%	26%	21%	14%
	Indicateur 2.2.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les victimes de crimes commis par les FARDC ont la possibilité de porter plainte	55%	52%	57%	54%	26%	43%	73%	55%
	Indicateur 2.2.2_ii: % d'hommes/femmes d'accord que les efforts des FARDC en matière de reddition de comptes pour la prévention de crimes sont poursuivis	33%	41%	35%	53%	12%	17%	46%	47%
Indicateur 2.2.2_iii: % d'hommes/femmes d'accord avec la phrase "les FARDC jouissent d'impunité (pour leurs crimes)"	39%	39%	40%	43%	24%	25%	47%	44%	
<b>Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'Etat)</b>	Indicateur 3.1_i (a): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès aux services administratifs de l'Etat Congolais	12%	16%	5%	14%	1%	0%	25%	29%
	Indicateur 3.1_i (b): d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès à un bureau ou sous-bureau de police	11%	20%	6%	18%	0%	0%	23%	35%
	Indicateur 3.1_i (c): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès au service national de justice civil	11%	17%	10%	18%	1%	1%	20%	27%
	Indicateur 3.2_i (a): % d'hommes et femmes indiquant que les élus nationaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	2%	3%	3%	5%	1%	0%	2%	4%
	Indicateur 3.2_i (b): % d'hommes/femmes indiquant que les élus provinciaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	2%	3%	2%	4%	1%	0%	3%	5%
	Indicateur 3.2_i (c): % d'hommes/femmes indiquant que les élus locaux représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population		26%		27%		40%		17%
	Indicateur 3.2.2_ii: % d'hommes/femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (c-à-d. "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	26%	29%	22%	23%	38%	40%	22%	27%

Ruzizi 1: Chefferie / Secteur Plaine de Ruzizi, Bavira ; Ruzizi 2: Secteur d'Itombwe; Ruzizi 3: Uvira Ville.

Tableau 9 : Données sur les Résultats ISSSS - Kitchanga, Piliers 4 et 5, juin à décembre 2016

Indicateur	Lieu / Période							
	Ruzizi		Ruzizi 1		Ruzizi 2		Ruzizi 3	
	juin 2016	déc 2016	juin 2016	déc 2016	juin 2016	déc 2016	juin 2016	déc 2016
Indicateur 4.ii: % de ménages dépendant d'activités traditionnelles en tant que principale activité économique (agriculture, pêche, élevage)		58%		72%		98%		21%
Indicateur 4.2.1.iv: % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés		37%		26%		27%		54%
Indicateur 4.2.2.ii: % d'hommes/femmes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	30%	35%	43%	47%	33%	55%	14%	12%
Indicateur 4.2.3.i: % d'hommes/femmes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	7%	6%	6%	6%	0%	1%	13%	10%
Indicateur 4.2.5.i: % d'hommes/femmes déclarant avoir un emploi rémunéré durant au moins une semaine au cours des 3 derniers mois	8%	9%	7%	14%	1%	1%	15%	10%
Indicateur 4.3.i (a): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes dans leur zone s'engagent "parfois" ou "souvent" dans des activités religieuses, culturelles ou liées au travail avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	73%	0%	84%	0%	43%	0%	83%
Indicateur 4.3.i (b): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone fréquentent "parfois" ou "souvent" des lieux de culte avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	84%	0%	90%	0%	61%	0%	93%
Indicateur 4.3.i (c): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone travaillent "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	57%	0%	71%	0%	34%	0%	60%
Indicateur 4.3.i (d): % d'hommes/femmes indiquant que des personnes de leur zone se marient "parfois" ou "souvent" avec des membres d'autres communautés	0%	72%	0%	90%	0%	19%	0%	90%
Indicateur 4.3.ii (a): % d'hommes/femmes d'accord que des groupes ou des individus de leur quartier / village poursuivent des objectifs communs et travaillent ensemble pour les atteindre, malgré la concurrence occasionnelle	37%	46%	28%	45%	52%	65%	36%	35%
Indicateur 4.3.ii (b): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier / village travaillent ensemble mais qu'il y a d'importantes divisions qui créent de la compétition	30%	35%	25%	46%	41%	34%	29%	26%
Indicateur 4.3.ii (c): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier/village sont partagées, que les groupes et individus sont en compétition et que chacun ne poursuit que ses propres objectifs	43%	44%	40%	44%	56%	33%	38%	50%
Indicateur 4.3.2.i: % d'hommes/femmes indiquant avoir une "bonne" ou "très bonne" relation à travers les groupes de personnes qui font partie de leur vie :	80%	72%	79%	75%	83%	64%	78%	73%
Indicateur 4.3.2.i (a) Relation avec les parents, enfants ou partenaires	86%	82%	81%	78%	99%	96%	81%	76%
Indicateur 4.3.2.i (b) Relation avec les voisins	82%	73%	81%	76%	88%	66%	79%	75%
Indicateur 4.3.2.i (c) Relation avec les personnes de leur quartier ou village	80%	70%	79%	75%	84%	57%	77%	75%
Indicateur 4.3.2.i (d) Relation avec leur propre groupe ethnique	77%	67%	79%	74%	75%	52%	77%	71%
Indicateur 4.3.2.i (e) Relations indépendamment du groupe ethnique	74%	66%	75%	73%	69%	48%	77%	71%
Indicateur 5.ii: % d'hommes/femmes rapportant avoir subi des violences physiques ou sexuelles au cours des 6 derniers mois	1%	1%	2%	1%	0%	0%	0%	1%
Indicateur 5.iii (a): % d'hommes/femmes connaissant personnellement une femme victime de violences sexuelles	15%	6%	21%	3%	4%	5%	16%	10%
Indicateur 5.iii (b): % d'hommes/femmes connaissant personnellement un homme victime de violences sexuelles	2%	2%	3%	1%	0%	0%	2%	3%
Indicateur 5.1.i (a): % d'hommes/femmes ne croyant pas que le consentement est toujours nécessaire dans le cadre d'une activité sexuelle (y compris dans un mariage)	49%	72%	36%	71%	58%	77%	56%	68%
Indicateur 5.1.i (b): % d'hommes/femmes d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme/épouse		16%		22%		8%		17%
Indicateur 5.1.i (d): % d'hommes/femmes considérant que les crimes de violence sexuelle doivent être résolus 'en famille', sans implication des autorités		30%		34%		28%		28%
Indicateur 5.1.ii (a-1): % d'hommes/femmes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur communauté	87%	88%	85%	87%	98%	98%	82%	83%
Indicateur 5.1.ii (a-2): % d'hommes/femmes déclarant être prêts à accepter un(e) survivant(e) de violences sexuelles de retour dans leur ménage	85%	88%	83%	86%	97%	99%	81%	84%
Indicateur 5.1.ii (b): % d'hommes/femmes déclarant être prêt(e)s à accueillir de retour dans leur ménage une survivante de violences sexuelles ayant eu un enfant à la suite de celles-ci	82%	84%	82%	84%	89%	89%	78%	82%
Indicateur 5.1.ii (c): % d'hommes/femmes qui acceptent le retour dans leur ménage d'une survivante de violences sexuelles si cette femme a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure en raison de cet incident	80%	80%	78%	78%	88%	86%	77%	77%
Indicateur 5.1.3.i (a): % d'hommes/femmes qui ont recherché des informations sur les problèmes liés à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (recherche d'informations)	11%	10%	13%	11%	10%	2%	11%	14%
Indicateur 5.1.3.i (b): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à des réunions sur des questions liées à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (discussion et débat)	8%	11%	6%	13%	0%	2%	16%	16%
Indicateur 5.1.3.i (c): % d'hommes/femmes qui ont eux-mêmes participé à d'autres actions de lutte contre la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (action directe)	7%	8%	6%	10%	1%	0%	12%	11%
Indicateur 5.2.i: % d'hommes/femmes d'accord que les FARDC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	31%	29%	37%	42%	14%	11%	36%	29%
Indicateur 5.2.i: % d'hommes/femmes d'accord que les PNC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	31%	29%	38%	42%	15%	12%	35%	29%
Indicateur 5.2.iv (a): % d'hommes et des femmes qui considèrent les efforts de la police/PNC pour enquêter sur les cas de violence sexuelle comme "bons" ou "très bons"	21%	28%	21%	37%	17%	19%	24%	25%
Indicateur 5.2.iv (b): % d'hommes/femmes qui pensent que les victimes de violences sexuelles sont servies par la police / PNC "aussi bien" ou "mieux" que les victimes d'autres crimes	66%	72%	57%	74%	74%	71%	70%	72%
Indicateur 5.2.iv (c): % d'hommes/femmes qui pensent que les efforts actuels de la police pour enquêter sur les cas de violence sexuelle sont «meilleurs» que ceux d'il y a un an	18%	15%	15%	21%	12%	6%	26%	16%
Indicateur 5.3.3.v: % d'hommes/femmes déclarant savoir comment accéder aux services de soutien aux survivants de VSBG	11%	32%	9%	36%	0%	2%	21%	48%

Ruzizi 1: Chefferie / Secteur Plaine de Ruzizi, Bavira ; Ruzizi 2: Secteur d'Itombwe; Ruzizi 3: Uvira Ville.

Tableau 10 : Données choisies<sup>5</sup> sur les Résultats ISSSS - Ruzizi - par sexe, Piliers 1 à 5, juin à décembre 2016

Indicateur		Location / Period					
		Femmes		Hommes		Total	
		Jun 2016	Déc 2016	Jun 2016	Déc 2016	Jun 2016	Déc 2016
Pilier 1	Indicateur 1_iii: % d'hommes/femmes déclarant que leurs villages/quartiers sont très/extrêmement paisibles	10%	5%	16%	20%	13%	12%
	Indicateur 1_iv: % de femmes /hommes s'attendant à ce que leurs villages/quartiers deviennent très/beaucoup plus paisibles dans 1 an	9%	13%	24%	26%	17%	19%
	Indicateur 1.2 (Moy. Sécurité): % d'hommes/femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien" (moyenne pour sécurité et sûreté)	21%	18%	11%	23%	16%	20%
	1.2 (a): Etablissement de la paix en RDC Orientale	21%	16%	7%	15%	14%	16%
	1.2 (e): Unification des différents groupes ethniques	23%	9%	11%	26%	17%	17%
	1.2 (h): Lutte contre les violences sexuelles	29%	35%	15%	39%	22%	37%
Pilier 2	Indicateur 2.2.2_i: % d'hommes/femmes d'accord que les victimes de crimes commis par les FARDC ont la possibilité de porter plainte	51%	57%	59%	46%	55%	52%
	Indicateur 2.2.2_iii: % d'hommes/femmes d'accord avec la phrase "les FARDC jouissent d'impunité (pour leurs crimes)"	32%	49%	45%	27%	39%	39%
Pilier 3	Indicateur 3.1_i (b): d'hommes et femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès à un bureau ou sous-bureau de police	15%	16%	6%	26%	11%	20%
	Indicateur 3.1_i (c): % d'hommes/femmes indiquant qu'ils ont un "très bon" ou "bon" accès au service national de justice civil	8%	5%	15%	31%	11%	17%
	Indicateur 3.2.2_ii: % d'hommes/femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (c-à-d. "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	19%	11%	33%	49%	26%	29%
Pilier 4	Indicateur 4.3_ii (a): % d'hommes/femmes d'accord que des groupes ou des individus de leur quartier / village poursuivent des objectifs communs et travaillent ensemble pour les atteindre, malgré la concurrence occasionnelle	25%	34%	49%	59%	37%	46%
	Indicateur 4.3_ii (b): % d'hommes/femmes d'accord que les personnes de leur quartier / village travaillent ensemble mais qu'il y a d'importantes divisions qui créent de la compétition	15%	28%	45%	43%	30%	35%
	Indicateur 4.3.2_i: % d'hommes/femmes indiquant avoir une "bonne" ou "très bonne" relation à travers les groupes de personnes qui font partie de leur vie :	73%	59%	86%	86%	80%	72%
	Indicateur 4.3.2_i (a) Relation avec les parents, enfants ou partenaires	83%	76%	88%	88%	86%	82%
	Indicateur 4.3.2_i (b) Relation avec les voisins	77%	60%	87%	88%	82%	73%
	Indicateur 4.3.2_i (c) Relation avec les personnes de leur quartier ou village	72%	55%	87%	88%	80%	70%
	Indicateur 4.3.2_i (d) Relation avec leur propre groupe ethnique	68%	52%	86%	84%	77%	67%
	Indicateur 4.3.2_i (e) Relations indépendamment du groupe ethnique	65%	51%	83%	82%	74%	66%
Pilier 5	Indicateur 5.1_i (a). % d'hommes/femmes ne croyant pas que le consentement est toujours nécessaire dans le cadre d'une activité sexuelle (y compris dans un mariage)	42%	63%	56%	81%	49%	72%
	Indicateur 5.1_ii (c). % d'hommes/femmes qui acceptent le retour dans leur ménage d'une survivante de violences sexuelles si cette femme a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure en raison de cet incident	83%	87%	78%	71%	80%	80%
	Indicateur 5.1.3_i (a): % d'hommes/femmes qui ont recherché des informations sur les problèmes liés à la violence sexuelle au cours des trois derniers mois (recherche d'informations)	18%	11%	5%	9%	11%	10%
	Indicateur 5.2_i. % d'hommes/femmes d'accord que les FARDC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	27%	17%	35%	42%	31%	29%
	Indicateur 5.2_i. % d'hommes/femmes d'accord que les PNC sont punies de manière adéquate si elles commettent des actes de VSBG	25%	17%	36%	42%	31%	29%
	Indicateur 5.2_iv (a): % d'hommes et des femmes qui considèrent les efforts de la police/PNC pour enquêter sur les cas de violence sexuelle comme "bons" ou "très bons"	15%	18%	28%	39%	21%	28%
	Indicateur 5.2_iv (b): % d'hommes/femmes qui pensent que les victimes de violences sexuelles sont servies par la police / PNC "aussi bien" ou "mieux" que les victimes d'autres crimes	58%	70%	73%	75%	66%	72%
	Indicateur 5.2_iv (c): % d'hommes/femmes qui pensent que les efforts actuels de la police pour enquêter sur les cas de violence sexuelle sont «meilleurs» que ceux d'il y a un an	10%	10%	26%	21%	18%	15%

<sup>5</sup> Le tableau inclut les données pour les indicateurs pour lesquels les réponses données respectivement par les hommes et les femmes interrogés s'écartaient de plus que la marge d'erreur de +/- 5% lors d'au moins une des deux enquêtes (juin et décembre 2016).

## 4 Conclusion - Observations et questions à prendre en compte

Pour la plupart des indicateurs mesurés la ZP de Ruzizi est globalement comparable aux deux autres couvertes dans le présent rapport (Sud-Irumu et Kitchanga), elle se distingue toutefois par les plus grandes disparités géographiques entre ses trois sous-zones<sup>6</sup>. Par exemple, la zone comprend Uvira Ville, qui compte environ 400,000 habitants (Ruzizi 1), ce qui explique les différentes attitudes et perceptions liées à l'accès à la terre ou aux marchés. De plus, Ruzizi comprend également le Secteur d'Itombwe, qui présente un profil de données unique parmi les zones couvertes par cette première vague de programmation ISSSS : doutes encore plus prononcés par rapport à la paix et la stabilité aujourd'hui et la possibilité d'un future plus serein et stable ; plus grande appréhension à l'égard des institutions clés de l'État congolais que dans les autres ZP ; et relations sociales plus confinées en groupes ethniques que dans n'importe quelle zone ou sous-zone prioritaire de l'ISSSS.

### *Observations – Pilier 1 (Dialogue Démocratique)*

Globalement, les perceptions négatives sur le potentiel pour la paix aujourd'hui et dans le futur, et sur le rôle que peuvent jouer les projets de stabilisations ou le Gouvernement pour changer la situation, constituent un environnement difficile pour entamer le Dialogue Démocratique dans la ZP de Ruzizi. De 10 à 20% seulement de la population à Ruzizi considère leur communauté très ou extrêmement paisible (**Indicateur 1\_iii**). Une proportion semblable s'attend à des conditions plus paisibles à moyen-long terme (**Indicateur 1\_iv**). Dans les deux cas, les femmes ont tendance à être plus pessimistes que les hommes.

La confiance quant au fait que des projets de consolidation de la paix (de stabilisation) puissent mener à des changements positifs dans leurs communautés est faible. Moins de 10% de la population trouve que ces projets apportent de bonnes ou très bonnes contributions à cet égard (**Indicateur 1.1\_iii**)<sup>7</sup>. La confiance dans la capacité de la gouvernance à apporter une différence positive dans leurs vies est légèrement plus élevée en comparaison, mais ne donne tout de même pas une estimation très optimiste de ce que le Gouvernement congolais peut réaliser comme progrès vers la stabilisation de la situation dans cette zone. Deux personnes sur dix seulement à Ruzizi considèrent que le Gouvernement gère "bien" ou "très bien" les questions liées à la sécurité. L'appréciation pour la gestion du Gouvernement des affaires économiques est encore plus négative (**Indicateur 1.2 (a – h)**)<sup>8</sup>.

Les perceptions sur la paix et la stabilité dans le présent comme dans le futur sont particulièrement négatives dans le Secteur d'Itombwe (Ruzizi 2). Là, environ 60 à 70% de la population considère la paix totalement absente de ses communautés<sup>9</sup> (voir **Indicateur 1\_iii** dans le fichier de données de Ruzizi, disponible sur demande). Dans le Secteur d'Itombwe, 5% seulement croient que cette situation est destinée à s'améliorer d'ici à un an (**Indicateur 1\_iv**). De 80 à 90% de la population de ce Secteur estiment "mauvaise" ou "très mauvaise" la gestion de la part du Gouvernement de la sécurité dans cette

<sup>6</sup> La sous-zone Ruzizi 1 comprend les Chefferies/Secteurs 'Plaine de la Ruzizi' et 'Bavira' ; la sous-zone Ruzizi 2 la Chefferie/Secteur 'Secteur d'Itombwe' ; la sous-zone Ruzizi 3 Uvira Ville.

<sup>7</sup> Pour ces mesures, les femmes tendent à être moins optimistes que les hommes.

<sup>8</sup> 2% seulement de la population à Ruzizi considère que la gestion du Gouvernement de ce secteur est "bonne" ou "très bonne".

<sup>9</sup> Pour 5 à 15% dans les deux autres sous-zones de Ruzizi

sous-zone (**Indicateur 1.2**), alors que cet indicateur varie entre 50 et 60% dans les autres sous-zones de Ruzizi<sup>10</sup>.

#### **Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1**

Comme au Sud-Irumu et à Kitchanga, les opinions négatives sur les projets de stabilisation précédents augmente l'importance relative du **Dialogue Démocratique participatif sous le Pilier 1**. Ces circonstances semblables peuvent également renforcer la pression pour que les projets présentent rapidement des actions concrètes en vue de convaincre une population largement sceptique de la valeur ajoutée du processus de stabilisation.

#### **Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 1**

La situation unique dans le Secteur d'Itombwe, qui entre autre est caractérisé par l'absence de paix et un niveau de confiance particulièrement bas dans le Gouvernement peut exiger une réponse spécifique de la part des partenaires. Il peut être utile d'impliquer les partenaires actifs dans la sous-zone dans l'identification plus claire des facteurs spécifiques de conflit, et d'assurer qu'ils soient suffisamment intégrés dans le cadre de suivi de l'ISSSS.

#### **Observations – Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)**

Par rapport aux ZP du Sud-Irumu et de Kitchanga, les FARDC jouent un rôle moins significatif dans l'assurance de la sécurité à Ruzizi. Seulement une petite minorité de la population déclare avoir été aidée par les FARDC dans l'année écoulée : 5%, contre 15 à 30% dans les deux autres ZP (**Indicateur 2\_ii (a)**). Moins de personnes estiment également que les FARDC contribuent de manière significative à la sécurité dans leurs communautés (**Indicateur 2\_iii (a)**).

Comme pour les autres Piliers, le Secteur d'Itombwe se démarque à nouveau des autres sous-zones (et zones) prioritaires. Là, pratiquement personne n'a reçu l'aide des FARDC au cours des 12 mois précédents (**Indicateur 2\_ii (a)**), et plus de 80% estiment nulle la contribution à la sécurité dans leur communauté de la part des FARDC, alors qu'à Uvira Ville (Ruzizi 3) et Plaine de la Ruzizi et Bavira (Ruzizi 1) leur proportion tombe à 4 et 9% respectivement<sup>11</sup>. En même temps, environ un quart de la population dans le Secteur d'Itombwe ressent une grande insécurité en rencontrant une patrouille de FARDC (**Indicateur 2.1\_ii**).

Les données de suivi ne permettent pas de déduire directement les causes de ce rôle différent des FARDC à Ruzizi. Les FARDC elles-mêmes ne sont apparemment pas plus perçues comme source principale d'insécurité que dans les deux autres ZP. En fait, l'armée ne semble pas influencer les perceptions liées à la sécurité de manière significative, ni par sa présence, ni par son absence<sup>12</sup>. Cette interprétation est en principe confirmée par les données des Forces de la MONUSCO qui ne rapportent

<sup>10</sup> Voir fichier de données de Ruzizi, disponible sur demande

<sup>11</sup> Voir Indicateur 2\_iii (a) dans le fichier de données de Ruzizi, disponible sur demande

<sup>12</sup> Triangulation de l' Indicateur 2.1\_ii dans le fichier de données de Ruzizi, disponible sur demande

aucun crime de la part de soldats contre des civils entre juillet et décembre 2016 dans la ZP (**Indicateur 2.1\_j**)<sup>13</sup>. Environ 20% de la population à Ruzizi se sent moins sûre en présence de patrouilles des FARDC, comme à Kitchanga et au Sud-Irumu (**Indicateur 2.1\_ii**). Les attitudes envers les efforts des FARDC pour poursuivre ses soldats responsables de crimes sont légèrement plus négatives à Ruzizi qu'au Sud-Irumu, mais très semblables à celles de Kitchanga<sup>14</sup>.

Les perceptions des femmes sur la performance des FARDC en matière de PdC ne diffèrent pas sensiblement de celles des hommes.

### **Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 2**

Afin d'interpréter correctement les résultats pour le Pilier 2 de la ZP de Ruzizi, il est important de mieux comprendre le contexte spécifique qui définit les relations entre FARDC et population civile dans la zone, et la pertinence particulière que l'appui a sous le Pilier 2 dans ce contexte. Cela inclut aussi le besoin de mieux comprendre la situation unique dans le Secteur d'Itombwe, y compris l'étendue du déploiement réel des FARDC sur place. En outre, il peut être important de mieux comprendre comment *Search for Common Ground* (SSR) et *International Alert* (Construisons ensemble pour la Paix, FCS) intègrent ou comptent intégrer ce contexte particulier dans leur approche.

### **Observations – Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)**

Le niveau de confiance bas dans la performance du Gouvernement pour les questions économiques et sécuritaires (voir commentaires sur le Pilier 1 plus haut) et les difficultés d'accès aux services de l'État<sup>15</sup> constituent un point de départ difficile pour la programmation sous le Pilier 3 à Ruzizi. Les circonstances peuvent être encore compliquées au vu des différences considérables dans la présence et l'autorité de l'État entre les trois sous-zones de Ruzizi.

L'accès aux services de l'État est tendanciellement meilleur à Uvira Ville (Ruzizi 3), où environ un quart de la population estime son accès comme bon ou meilleur (en ce qui concerne les services administratifs, la police et le système judiciaire). L'accès le plus limité est dans le Secteur d'Itombwe (Ruzizi 2), où pratiquement personne n'a un bon ou très bon accès à l'un des trois services, et de 80 à 90% de la population juge son accès mauvais ou très mauvais (**Indicateurs 3.1\_i (a – c)**), ce qui donne dans cette sous-zone un profil de l'État particulièrement bas.

<sup>13</sup> Comme mentionné ailleurs, cela ne veut pas dire qu'aucun crime ou infraction n'a été commis par les FARDC. La Cellule de S&E de l'UAS rencontrera l'unité responsable au sein de la Force de la MONUSCO pour analyser la fiabilité du processus utilisé pour enregistrer les incidents de sécurité.

<sup>14</sup> Le pourcentage de personnes qui voient des améliorations dans la redevabilité de l'Armée en cas d'infractions contre des civils est considérablement plus bas dans le Secteur d'Itombwe que dans les autres sous-zones de Ruzizi. On note aussi qu'un pourcentage inhabituellement élevé de personnes (environ 50%) a refusé de répondre aux questions à ce sujet durant l'enquête (voir Indicateurs 2.2.2\_i – iii dans le fichier de données de Ruzizi, disponible sur demande).

<sup>15</sup> En moyenne, environ 10 à 20% de la population à Ruzizi considère son accès aux services administratifs, aux postes de police et au système judiciaire comme 'bon' ou 'très bon'. De 50 à 60% en moyenne trouvent leur accès 'mauvais' ou pire (**Indicateur 3.1\_i (a – c)**).

La population à Ruzizi de manière générale ne trouve pas ses intérêts et priorités pris en compte par les représentants de l'État congolais (**Indicateur 3.2\_i**), ni au niveau national, ni au niveau provincial. Seules les autorités locales jouissent d'un certain soutien de la part de la population dans les trois sous-zones, Secteur d'Itombwe (Ruzizi 2) en tête : environ 40% des adultes trouvent que les autorités locales représentent bien ou très bien leurs intérêts, alors qu'à Uvira Ville (Ruzizi 3) cette mesure est inférieure à 20% (**Indicateur 3.2\_i**).

Les différences liées au genre sous le Pilier 3 existent en ce qui concerne l'accès à la justice : dans toute la ZP de Ruzizi, la part d'hommes estimant avoir un bon ou très bon accès au système judiciaire national est plus de deux fois plus importante qu'auprès des femmes (plus de 20% pour les premiers et moins de 10% pour ces dernières) (**Indicateur 3.1\_i (c)**).

### ***Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3***

Aujourd'hui, aucun projet ISSSS à Ruzizi n'aborde la tâche complexe de faciliter le développement d'un cadre régulateur, légal, administratif et financier cohérent pour la gouvernance locale (Résultat Global 3.3 et Résultat Intermédiaire 3.1.3). Cependant, il est peu probable que les fonctions ou la légitimité de l'État puissent être rétablies à Ruzizi ou dans n'importe quelle ZP sans un cadre de gouvernance cohérent sur lequel s'appuyer. Le fait que les données suggèrent que les services de l'État sont presque totalement absents dans certaines parties de la ZP amplifie encore cette question.

Il n'est pas clair si et comment des projets ou programmes sectoriels de stabilisation peuvent commencer à aborder la question sans une coordination précise avec les interventions dans d'autres secteurs, et sans un dialogue coordonné sur les politiques et l'engagement politique à différents niveaux et par différents acteurs. Il peut être utile pour l'UAS et le Secrétariat Technique de considérer comment créer, avec le temps, les prérequis pour ce genre d'engagement, et quelles réponses l'ISSSS pourrait avoir à disposition si aucun progrès n'est réalisé sur ce front.

### ***Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 3***

L'UAS peut prendre en considération de suivre et analyser les approches pour l'engagement avec les autorités provinciales et nationales dans le projet FCS à Ruzizi (mené par *International Alert*) et d'autres projets et acteurs avec des initiatives semblables. Étant donné que ce type d'engagement doit être réalisé à travers différents projets, acteurs et niveaux, une meilleure compréhension des facteurs qui permettent de concrétiser ces efforts pourrait être utile à un groupe plus ample de partenaires de l'ISSSS.

#### *Observations – Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)*

Au début de la présente phase de mise en oeuvre, l'ISSSS fait face à des conditions socio-économiques très diverses dans la ZP de Ruzizi. Alors que dans le Secteur d'Itombwe (Ruzizi 2), la presque totalité des ménages dépend principalement d'activités économiques traditionnelles (agriculture, élevage, pêche, chasse) pour gagner leur vie, c'est le cas pour seulement 2 ménages sur 10 à Uvira Ville, et pour 7 ménages sur 10 dans les Chefferies/Secteurs 'Plaine de la Ruzizi' et 'Bavira' (Ruzizi 1) (**Indicateur 4\_ii**). L'accès aux marchés est considérablement meilleur à Uvira Ville que dans les deux autres sous-zones (Indicateur 4.2.1\_iv), tandis que l'accès à la terre est beaucoup plus limité (**4.2.2\_ii**). L'accès au crédit et au travail rémunéré est fondamentalement absent dans le Secteur d'Itombwe, alors qu'à Uvira Ville au moins 1 personne sur dix 10 à accès au crédit (**Indicateur 4.2.3\_i**), et a eu au moins une semaine de travail rémunéré au cours des trois mois précédant chaque enquête (**Indicateur 4.2.5\_i**).

Des relations sociales et interpersonnelles se forment fréquemment au-delà des divisions ethniques à Uvira Ville (Ruzizi 3), 'Plaine de la Ruzizi' et 'Bavira' (Ruzizi 1), tandis que dans le Secteur d'Itombwe les personnes tendent à rester au parmi leur propre groupe ethnique pour assister à des événement culturels, de culte ou le travail. Là, deux personnes sur dix seulement rapportent que des mariages interethniques se produisent souvent ou parfois (**Indicateurs 4.3\_i (a – c)**). L'affiliation ethnique influence aussi la qualité des relations interpersonnelles de manière plus importante dans le Secteur d'Itombwe que dans les deux autres sous-zones (**Indicateur 4.3.2\_i (a – e)**).

Les femmes à Ruzizi sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de rester dans leur propre groupe ethnique dans leurs relations sociales, que ce soit dans le cadre d'activités culturelles, de culte, le travail ou le mariage.

#### ***Considérations possibles pour la programmation – Pilier 4***

Au vu des différences d'intégration sociale entre hommes et femmes à Ruzizi à travers les divisions ethniques, les programmes pourraient évaluer s'il est nécessaire de diriger le soutien à une plus grande cohésion sociale parmi et entre les communautés spécifiquement vers les femmes et leurs barrières sociales.

#### ***Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 4***

Sur le fond des conditions socio-économiques très diverses dans la ZP de Ruzizi, il peut être utile d'analyser plus attentivement comment les projets adaptent leur soutien aux réalités particulières de chaque sous-zone ou, en d'autres termes, si et comment le soutien sous le Pilier 4 affecte les différents groupes ciblés dans la ZP de différentes manières.

### *Observations – Pilier 5 (Prévention des VSBG)*

Plusieurs indicateurs suggèrent que la fréquence des cas de VSBG à Ruzizi soit la plus basse parmi les ZP. Une personne sur dix seulement y déclare connaître une femme victime/survivante de violences sexuelles, pour des proportions deux et trois fois plus importantes à Kitchanga et au Sud-Irumu respectivement (**Indicateur 5\_iii (a)**)<sup>16</sup>.

Alors que les attitudes envers la nécessité du consentement avant le sexe sont à peu près les mêmes dans les trois ZP<sup>17</sup>, les perceptions sur la violence contre les femmes sont considérablement différentes : à Ruzizi, environ 70% de la population rejette l'idée qu'il peut être acceptable qu'un homme batte sa femme (**Indicateur 5.1\_i (b)**), contre environ 50% au Sud-Irumu et à Kitchanga. Le rejet pour ce genre de violence est le plus prononcé dans le Secteur d'Itombwe, où plus de 80% n'acceptent pas la violence au sein du mariage. Dans la ZP de Ruzizi, les femmes sont moins susceptibles d'accepter la violence conjugale que les hommes<sup>18</sup>.

La mesure des familles se déclarant prêtes à réintégrer une victimes/survivante de VSBG, même en cas de blessures ou de grossesse est d'environ 80% à Ruzizi, soit semblable aux deux autres ZP (**Indicateurs 5.1\_ii (a – c)**). L'acceptation est particulièrement prononcée dans le Secteur d'Itombwe. Il faut cependant remarquer qu'il s'agit aussi de la sous-zone avec la plus basse fréquence de VSBG parmi toutes les sous-zones considérées dans le présent rapport. Il n'est pas clair dans quelle mesure cela influence les attitudes de la population.

Les femmes à Ruzizi tendent à avoir une opinion plus négative que les hommes sur la redevabilité des forces de sécurité en cas de VSBG, et quant à leur capacité à poursuivre de manière adéquate les enquêtes sur ces incidents. 15% des femmes environ considèrent les efforts de la police à Ruzizi à cet égard comme bons ou mieux (**Indicateur 5.2\_iv (a)**), et 10% seulement ont vu des améliorations dans ce domaine au cours de l'année écoulée (**Indicateur 5.2\_iv (c)**)

### ***Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5***

Les données de référence sur la fréquence de cas de VSBG, les facteurs y contribuant et les principaux responsables ne permet pas de juger si le niveau bas de couverture par projets du Pilier 5 est adéquate, ou si davantage de projets devraient être mis en place pour aider à prévenir et répondre aux cas de VSBG dans la ZP. Il peut être nécessaire de revoir cette question dans les prochains rapports de suivi et engagements avec les partenaires.

<sup>16</sup> Ruzizi compte aussi le plus petit pourcentage de personnes se déclarant victimes/survivantes de violences. La différence entre les ZP reste dans la marge d'erreur des enquêtes de perception de HHI, cependant, et ne donne donc pas une indication fiable des différences réelles dans la population.

<sup>17</sup> Environ 6 personnes sur 10 considèrent le consentement comme nécessaire (**Indicateur 5.1\_i (b)**).

<sup>18</sup> Une femme sur 10 seulement trouve acceptable qu'un mari batte sa femme, contre 2 hommes sur 10 (**Indicateur 5.1\_i (b)**).